

SEANCES DU JEUDI 22 DECEMBRE 1988
VERGADERINGEN VAN DONDERDAG 22 DECEMBER 1988ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU SOIR
AVONDVERGADERING

SOMMAIRE:

PROJET DE LOI (Discussion):

Projet de loi-programme.

Rapport fait au nom de la commission de l'Agriculture et des Classes moyennes:

Discussion. — *Orateurs*: MM. Duquesne, Content, M. Mainil, secrétaire d'Etat aux Classes moyennes et aux Victimes de la guerre, adjoint au ministre de la Justice et des Classes moyennes, M. Van der Biest, ministre des Pensions, p. 1100.

Discussion et vote d'articles:

A l'article 72: *Orateurs*: M. Van den Broeck, M. Mainil, secrétaire d'Etat aux Classes moyennes et aux Victimes de la guerre, adjoint au ministre de la Justice et des Classes moyennes, p. 1103.A l'article 73: *Orateurs*: M. Van den Broeck, M. Mainil, secrétaire d'Etat aux Classes moyennes et aux Victimes de la guerre, adjoint au ministre de la Justice et des Classes moyennes, p. 1104.

Rapport fait au nom de la commission des Finances, p. 1108.

Discussion et vote d'articles, p. 1109.

Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1988-1989
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1988-1989

INHOUDSOPGAVE:

ONTWERP VAN WET (Beraadslaging):

Ontwerp van programmawet.

Verslag uitgebracht namens de commissie voor de Landbouw en de Middenstand:

Beraadslaging. — *Sprekers*: de heren Duquesne, Content, de heer Mainil, staatssecretaris voor Middenstand en voor de Oorlogsslachtoffers, toegevoegd aan de minister van Justitie en Middenstand, de heer Van der Biest, minister van Pensioenen, blz. 1100.

Beraadslaging en stemming over artikelen:

Bij artikel 72: *Sprekers*: de heer Van den Broeck, de heer Mainil, staatssecretaris voor Middenstand en voor de Oorlogsslachtoffers, toegevoegd aan de minister van Justitie en Middenstand, blz. 1103.Bij artikel 73: *Sprekers*: de heer Van den Broeck, de heer Mainil, staatssecretaris voor Middenstand en voor de Oorlogsslachtoffers, toegevoegd aan de minister van Justitie en Middenstand, blz. 1104.

Verslag uitgebracht namens de commissie voor de Financiën, blz. 1108.

Beraadslaging en stemming over artikelen, blz. 1109.

PRESIDENCE DE M. TOUSSAINT, PREMIER VICE-PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER TOUSSAINT, EERSTE ONDERVOORZITTER

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 20 heures.
De vergadering wordt geopend te 20 uur.

PROJET DE LOI-PROGRAMME

*Discussion du rapport fait au nom de la commission
de l'Agriculture et des Classes moyennes*

Examen et vote d'articles

ONTWERP VAN PROGRAMMAWET

*Bespreking van het verslag uitgebracht namens de commissie
voor de Landbouw en de Middenstand*

Beraadslaging en stemming over artikelen

M. le Président. — Nous reprenons la discussion du projet de loi-programme par l'examen du rapport fait au nom de la commission de l'Agriculture et des Classes moyennes, au sujet des articles 72 à 81, 147 et 155 à 157.

Wij hervatten de beraadslaging over het ontwerp van programmawet met de bespreking van het verslag uitgebracht namens de commissie voor de Landbouw en de Middenstand betreffende de artikelen 72 tot 81, 147 en 155 tot 157.

La discussion est ouverte.

De beraadslaging is geopend.

De heer De Cooman verwijst naar zijn verslag.

La parole est à M. Duquesne.

M. Duquesne. — Monsieur le Président, je pourrai me permettre d'être bref parce que si le coq a chanté trois fois, le secrétaire d'Etat aux Classes moyennes a confirmé à trois reprises, avec beaucoup d'objectivité et d'honnêteté intellectuelle, une interprétation que nous avons donnée des conséquences d'une disposition inscrite dans la loi-programme et touchant les Classes moyennes.

Il n'a donc jamais renié notre analyse et en a reconnu le bien-fondé.

J'ai eu l'occasion hier, lors de la discussion des dispositions relatives au secteur des Affaires sociales, d'indiquer le caractère douteux des méthodes utilisées par le gouvernement dans le cadre d'une loi-programme qui a pour objectif de réduire les dépenses et de poursuivre l'assainissement des finances publiques. Le procédé est ambigu lorsqu'il consiste à exercer des prélèvements sur certaines catégories sociales.

Je dois bien constater, à mon vif regret, que la catégorie sociale privilégiée à ce point de vue est celle qui, malheureusement, est mal-aimée de ce gouvernement, je veux parler des indépendants, des responsables des petites et moyennes entreprises.

Cette situation est tout à fait regrettable, d'autant que voici quelques jours à peine, monsieur le secrétaire d'Etat, lors de la discussion de votre budget des Classes moyennes, sont montés à cette tribune des représentants de chacune des formations politiques pour vanter à la fois le dynamisme dont les PME font preuve de manière permanente depuis la fin de la guerre, la contribution exceptionnelle qu'elles apportent à l'expansion économique et surtout le rôle essentiel, fondamental et irremplaçable qu'elles jouent sur le plan de la création d'emplois, alors que les entreprises plus importantes en perdent régulièrement.

Chacun aussi s'est plu à souligner que les efforts importants fournis par les indépendants pour la collectivité ne produisaient pas nécessairement les mêmes effets au niveau des revenus desdits indépendants ceux-ci stagnaient d'une manière générale, à quelques exceptions près.

Quelles sont les mesures prises par le gouvernement à l'égard des indépendants depuis quelques mois ?

Je tiens à préciser que tout ce que je vais dire maintenant est basé sur une réponse du secrétaire d'Etat à une question parlementaire écrite que je lui avais posée.

L'objectif global de la réforme fiscale est louable en soi puisqu'il vise à mettre fin à une situation dont nous étions les dernières victimes en Europe, à savoir le cumul des revenus des époux.

Or, au nom de la neutralité de l'opération sur le plan budgétaire, le gouvernement a modifié certaines dispositions relatives aux dépenses réelles fiscalement déductibles, et notamment certains frais professionnels de vêtements, de voiture et de restaurant.

Elle a réduit le caractère déductible de ces frais et a ainsi élargi l'assiette de l'impôt pour les indépendants.

Vous avez indiqué que le chiffre d'extension de cette assiette représentait de 15 à 20 milliards, ce qui devrait signifier, sur la base des chiffres retenus dans l'exposé général du budget de 1989, un rendement supérieur de l'impôt sur les indépendants d'environ 9,4 milliards.

Il s'agit là d'une première charge supplémentaire à supporter par les indépendants, car la neutralité de l'opération et le fait qu'ils bénéficient du décumul, n'empêchent pas qu'un certain

nombre d'entre eux ne pourront plus déduire certains frais afférents à des dépenses réelles et que la balance sera négative pour ceux-là.

J'en viens à la deuxième opération. J'ai dit, hier, au ministre des Affaires sociales que l'on usait de termes pudiques pour cacher de tristes réalités : des prêts, des prélèvements, des primes. Le ministre des Classes moyennes n'a pas voulu être en reste. Il a inventé un hardi néologisme. Il a imaginé le « brutage » des cotisations, c'est-à-dire le fait que dorénavant, on calculera la cotisation de consolidation sur les revenus majorés des cotisations de sécurité sociale.

Par ce système, on consacre trois injustices flagrantes à l'égard des indépendants.

La première : depuis 1983, au nom du parallélisme qui était d'ailleurs souhaitable, dès lors que l'on demandait un effort à certaines catégories sociales, à savoir les salariés et les agents de la fonction publique, il était tout à fait normal d'exiger ce même effort des indépendants. Toutefois, on n'a pas suffisamment pris en compte que sans mesures législatives, les indépendants étaient frappés de plein fouet par la politique de modération des revenus qui produisait des effets de réduction sur le plan de la consommation, donc du chiffre d'affaires et partant des revenus des indépendants.

Au nom du parallélisme donc, on leur a imposé un effort deux fois plus important que celui supporté par les autres catégories sociales.

Deuxième grande injustice : les salariés qui ont connu dans le passé la perte du bénéfice de trois sauts d'index continueront, jusqu'à la fin de leur carrière professionnelle à en subir l'effet qui cependant, ne serait-ce qu'en raison de l'inflation, ira en diminuant jusqu'à tendre vers zéro et finalement à disparaître ou encore à cesser dès qu'ils changent d'emploi, bénéficient d'un nouveau contrat ou accèdent à l'âge de la pension.

Parler de consolidation pour les salariés revient à dire que l'on impose de façon permanente une charge à l'employeur, au patron. Les indépendants occupant des travailleurs seront ceux-là mêmes qui supporteront la consolidation qu'à la suite d'un abus de mots, on dit imposer aux salariés.

Par le système que vous instaurez, tous les indépendants supporteront désormais cette cotisation exceptionnelle, qu'ils aient ou non connu un accroissement de revenus en 1983. Sauf si un autre gouvernement, mieux inspiré, venait à rapporter cette mesure — alors que les indépendants, qui ont connu un accroissement de revenus en 1983 auraient disparu depuis longtemps —, cette cotisation continuerait à être imposée à tous les indépendants.

La troisième injustice dont on retrouve des traces dans cette loi-programme, c'est que l'indépendant, par définition, n'ayant pas de patron et étant seul, personne ne prend de mesures pour lui ou ne le pousse à en prendre afin de compenser les effets négatifs de cette cotisation. Ce n'est pas le cas pour les salariés ou la fonction publique. Je pense spécialement à l'accord interprofessionnel.

Dès lors que cet accord a prévu un accroissement du revenu des salariés, il y aura, dans une certaine mesure, pour ceux qui ont connu la perte de trois sauts d'index, une compensation dans le bénéfice du nouvel accord interprofessionnel.

Vous arguez d'une volonté de simplification. Cette explication me paraît peu convaincante.

Il est vrai que le mécanisme imaginé n'était pas très simple, mais vous avez bien voulu reconnaître en commission que, lors de la mise en place du nouveau mécanisme, il fallait éviter de provoquer d'autres complications.

Récapitulons les charges nouvelles pour les indépendants. Tout d'abord, la réforme fiscale : 9,4 milliards. Les cotisations sociales, calculées sur un revenu majoré, augmenteront ; vous citez le chiffre de 2,4 milliards. Le rendement escompté de la cotisation de consolidation est de 6 milliards et, comme cette cotisation sera incorporée dans le calcul des cotisations, il y aura un rendement supplémentaire de 0,84 milliard, toujours

d'après les chiffres que vous m'avez donnés. Et ces montants iront croissant de manière permanente, ne serait-ce qu'en raison de l'inflation.

Je constate qu'on en arrive pour les indépendants à un montant de charges de quelque 20 milliards.

J'avais espéré, monsieur le ministre, que serait supprimée cette cotisation pour les indépendants, dans la mesure où depuis 1983 ils ont été frappés par la réduction de la consommation.

Mais comme je ne me faisais pas trop d'illusions, j'espérais qu'à tout le moins, vous imagineriez un mécanisme, ou qu'en tout cas, vous diriez très clairement dans le texte qu'il ne fallait pas, à l'occasion de ce qui voulait être une simplification du système de la cotisation de consolidation, faire peser des charges de plus en plus lourdes sur les indépendants.

Reconnaissant le bien-fondé de l'observation, vous m'avez dit avoir réfléchi à un système sans toutefois avoir pu le mettre techniquement au point.

J'admets qu'il faut tenir compte d'un certain nombre de paramètres pour s'approcher le plus possible de la réalité, mais vous auriez pu accepter l'amendement que j'avais déposé, stipulant qu'après consultation du groupe de travail on adapterait, chaque année si nécessaire, le montant de la cotisation imposée, de manière à ce que jamais son rendement ne soit supérieur à celui attendu pour 1989, à savoir 6 milliards.

En freinant, ou mieux en empêchant la progression de ce montant, on réduirait avec le temps l'impact de cette charge pour les indépendants comme pour les salariés frappés par l'effet de l'inflation.

J'ai observé avec intérêt qu'en commission, des membres de la majorité ont écouté à la fois les parlementaires de l'opposition et le ministre puisqu'ils se sont abstenus sur l'amendement que j'ai déposé.

Connaissant votre objectivité et votre souci du sort des indépendants, monsieur le ministre, je ne désespère pas de parvenir à vous convaincre.

Je ne me fais toutefois guère d'illusions sur le résultat pratique, car je sais que vous n'êtes pas seul. Néanmoins, je conserve un certain espoir. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Content.

De heer Content. — Mijnheer de Voorzitter, mijn uiteenzetting in het kader van het ontwerp van programmwet betreft de artikelen 72 tot 81, 147 en 155 tot 157. De artikelen 72 tot 81 beogen de vervanging van de huidige consolidatiebijdrage door een systeem waarbij de opbrengst van de consolidatiebijdrage in de bijdrage van het sociaal statuut wordt ingecalculeerd.

Bij het invoeren van de consolidatiebijdrage en nadien tijdens redevoeiingen en interpellaties, had ik de gelegenheid er de nadruk op te leggen dat de berekeningswijze van het oude stelsel voor de zelfstandige onrechtvaardig en ingewikkeld was en daardoor mede ten grondslag lag aan het feit dat slechts 59 pct. van de zelfstandigen een voorlopige bijdrage hebben betaald, terwijl slechts 43 pct. de bijdrage uiteindelijk verschuldigd is. Gelukkig heeft de regering dit ingezien en heeft ze in overleg met de zelfstandigen een nieuwe rechtvaardiger bijdragemogelijkheid uitgewerkt. Men had de keuze tussen twee formules, kort samengevat : het verhogen van de bijdragen van 2 pct. of de uitbreiding van de bijdragen.

Door het toepassen van de tweede formule en door een versnelde inning van de bijdragen van het sociaal statuut hoopt men aldus de 8 miljard, ingeschreven in de begroting 1989, te bereiken. In tegenstelling tot wat de heer Duquesne heeft gezegd, is dit een pluspunt voor de regering, zeker wat de eerlijker verdeling van de bijdragen betreft. Het nieuwe systeem zorgt tevens voor een grotere solidariteit tussen de zelfstandigen.

Nochtans rijzen enkele bijkomende vragen en opmerkingen. Het betreft het koninklijk besluit nr. 495 van 31 december 1986 tot invoering van een stelsel van alternerende tewerkstelling en

opleiding van de jongeren tussen 18 en 25 jaar en tot tijdelijke vermindering van de sociale-zekerheidsbijdragen verschuldigd in hoofde van deze jongeren.

Volgens artikel 104 en 105 van de programmawet zijn vanaf januari 1989 de vrijstellingen opgenomen in artikel 2 ook op de werkgevers van toepassing. De sociale verzekeringskassen die verantwoordelijk zijn voor de inning van de verzekeringsbijdragen, klagen erover dat de timing, met als begindatum 1 januari 1989, te kort is. De vraag is dus hoe we dit artikel moeten toepassen. Hierbij aansluitend heb ik nog een vraag. Indien bij een beginactiviteit van jongeren tussen 18 en 25 jaar, die anders wordt berekend, een afbetalingsplan werd opgemaakt, wordt dit afbetalingsplan dan afgeschaft of niet?

Ook de vooropgestelde werkwijze van «brutering» waarvan de teksten zeer ingewikkeld zijn, roept vragen op, omdat boven het plafond van 2 miljoen deze «brutering» geen invloed meer heeft.

De minister heeft ter zake in de commissie een uitgebreide uiteenzetting gehouden, maar gezien het late uur, zou een kleine uitleg voor de nog aanwezige senatoren welkom zijn en eventueel ook de zelfstandigen een beter inzicht geven in de nieuwe organisatie van het sociaal statuut der zelfstandigen.

Met de maatregel opgenomen in artikel 147 om het gewaarborgd minimumpensioen voor zelfstandigen alsmede de invaliditeitsuitkering op 1 januari 1992 op het niveau te brengen van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden gaat men in de richting van wat de SP reeds in 1986 en later op 24 maart 1988 heeft voorgesteld met het «Voorstel van wet tot toekenning aan de zelfstandigen van een rust- en overlevingspensioen waarvan het bedrag ten minste gelijk is aan het gewaarborgd inkomen voor bejaarden.» (Stuk nr. 139/1.) De SP en de zelfstandige arbeiders van België danken u, mijnheer de minister, omdat de regering zich voorneemt dit doel in fasen te bereiken.

In de programmawet is de tweede fase opgenomen om het pensioen van de zelfstandigen op te trekken. In de regeringsverklaring was de voortzetting ingeschreven van een vijfjarenplan dat op 1 januari 1988 begon en op 1 januari 1992 zijn doel zal bereiken, namelijk het pensioen van de zelfstandigen voor een volledige loopbaan op het peil te brengen van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden.

De programmawet bevat enkel de tweede fase van het vijfjarenplan. Dit vloeit voort uit de bezorgdheid het evenwicht van het stelsel niet onomkeerbaar in gevaar te brengen. De uitgaven van 1988 en 1989 zullen het mogelijk maken te toetsen of deze overeenstemmen met de vooruitzichten. Met die informatie kan dan rekening worden gehouden voor de volgende fasen.

Op 1 januari 1989 zullen de zelfstandigen met ten minste twee derde van een volledige beroepsloopbaan als zelfstandige, een verhoging ontvangen die gelijk is aan één vierde van het verschil tussen het aangepast gewaarborgd inkomen voor bejaarden, ongeveer 2 pct., en het minimumpensioen voor zelfstandigen, in verhouding tot de loopbaan, waarde december 1988.

Betekent dit concreet dat op 1 januari 1989, voor een volledige beroepsloopbaan van zelfstandige, het gewaarborgd minimumbedrag wordt opgetrokken van 209 483 frank naar 222 333 frank voor de gezinnen en van 165 307 frank naar 172 688 frank voor de andere gerechtigden of een jaarlijkse verhoging van respectievelijk 12 850 en 7 658 frank? Is dit al dan niet juist, mijnheer de minister?

Samengevat kan worden gezegd dat de huidige regering na de verwezenlijking van de programmawet meer zal hebben gedaan voor de zelfstandigen dan gelijk welke voorgaande regering in de afgelopen 7 jaar. In de toekomst wil de SP verder meewerken om voornamelijk de kleine zelfstandigen een beroepszekerheid te waarborgen. Daarom durven wij er nogmaals op aandringen om de andere voorstellen van wet ingediend door de SP zo vlug mogelijk in behandeling te nemen. De meest dringende daarvan zijn: ten eerste, het wetsvoorstel tot wijziging van de artikels 7, 9 en 10 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een verzekering tegen arbeidsonge-

schiktheid ten voordele van de zelfstandigen; ten tweede, het wetsvoorstel tot gelijkschakeling van het pensioen voor zelfstandigen met dit van de werknemers.

Als deze twee voorstellen worden behandeld en goedgekeurd, mijnheer de minister, zullen de zelfstandigen erg gelukkig zijn. Onze fractie dankt de minister van Pensioenen en de staatssecretaris voor Middenstand omdat zij gevolg geven aan de gewettigde verzuchtingen van de zelfstandigen. (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à M. Mainil, secrétaire d'Etat.

M. Mainil, secrétaire d'Etat aux Classes moyennes et aux Victimes de la guerre, adjoint au ministre de la Justice et des Classes moyennes. — Monsieur le Président, je voudrais dire à M. Duquesne que si le coq a chanté trois fois, il n'est pas nécessaire qu'il chante une quatrième fois! (*Sourires.*)

Les réponses détaillées figurant dans le rapport très fidèle de M. De Cooman apportent les explications souhaitées par notre collègue.

Je confirme — comme je l'ai fait dans la réponse à la question parlementaire qu'il m'a posée — que la réduction des frais professionnels, prévue dans le cadre de la réforme fiscale, aura effectivement pour conséquence d'élargir l'assiette imposable. D'après l'exposé général du budget, l'effet fiscal de ces mesures est estimé à 9,4 milliards, ce qui correspond à 15 à 20 milliards d'élargissement de l'assiette imposable. Il en découlera en 1992, une augmentation d'environ 2,5 milliards du produit des cotisations au statut social puisque c'est le revenu de 1989 qui sert de référence au calcul de la cotisation de cette année-là.

C'est bien pour cela que le projet de loi prévoit la possibilité de revoir le taux global des cotisations au statut social à l'effet de maintenir le rendement escompté de 6 milliards ainsi que l'explicite l'analyse même de l'article.

M. Duquesne a introduit deux amendements. Le premier tend à supprimer purement et simplement l'arrêté 464. Cette suppression, sans aucune disposition transitoire, est impossible. Elle créerait une situation injuste entre les indépendants en règle de cotisations de consolidation et ceux qui ne le sont pas.

Par contre, je suis d'accord à 100 p.c. sur l'esprit de son deuxième amendement qui tend à garantir la révision des taux de la cotisation en sorte que le produit escompté ne soit pas dépassé. C'est ce qu'explicite l'analyse de l'article, mais comme j'ai eu l'occasion de l'expliquer en commission, il est impossible techniquement d'isoler le produit du «brutage» car les cotisations sociales des indépendants sont influencées — vous l'avez dit vous-même, monsieur Duquesne — par de nombreux facteurs tels que l'évolution des effectifs et des revenus.

C'est pourquoi, le gouvernement a accepté à la Chambre, l'amendement qui lui impose de se référer au groupe de travail chargé de l'étude du statut social des indépendants qui disposera en son temps de tous les éléments nécessaires à la révision du taux de cotisation.

Je remercie M. Content de son intervention. Tous s'accordent à dire que le système actuel de la cotisation de consolidation était d'une rare complexité. Aucun indépendant ne pouvait s'y retrouver. De plus, il était injuste parce que basé sur l'évolution des revenus à partir de l'année de référence 1983. Ce système était aussi très pénalisant pour les jeunes dont les revenus moins élevés en début de carrière, auraient toujours donné prise à cette cotisation de consolidation. C'est pourquoi je m'étonne de l'amendement de MM. Van Aperen et Van den Broeck tendant à maintenir ce système.

M. Content m'a demandé de préciser brièvement en quoi consiste le «brutage». En bref, cela signifie que les cotisations seront désormais calculées par analogie avec le régime de l'ONSS, non plus sur le revenu imposable, mais sur le revenu imposable majoré des cotisations au statut social qui seront établies aux taux et sur les revenus de l'année considérée. Ce système doit rapporter l'équivalent de la cotisation de consolidation, soit 6 milliards, et non 8. Comme ce dernier chiffre a été

maintenu pour le budget de 1989, la différence sera obtenue par une accélération du recouvrement des cotisations.

Je suis heureux que vous m'ayez interrogé au sujet des jeunes, monsieur Content, car cette question est importante.

Une série de dispositions législatives et réglementaires sont prises en vue de les encourager à s'établir. C'est dans le même souci que nous allons proposer une mesure qui sera d'application à partir de 1989 et qui accordera aux jeunes une réduction de la cotisation qui pourrait être de l'ordre de 30 p.c. la première année et de 15 p.c. la seconde, afin de ne pas obérer les ressources qui leur sont nécessaires pour « lancer » leur propre entreprise.

Un assouplissement de la régularisation des cotisations provisoires sera également consenti. Comme vous le savez, les cotisations sont provisoires et forfaitaires pendant trois ans car on ne dispose pas du revenu qui doit servir de base à l'établissement des cotisations dues. La régularisation qui intervient au cours de la quatrième année provoque souvent un surcroît de charges car cette année est celle de toutes les régularisations, tant en matière fiscale qu'en matière sociale.

Nous estimons donc qu'il est nécessaire d'aboutir à un système de régularisation progressive qui « n'étrangle » pas les travailleurs indépendants.

Cotisation provisoire progressive et progressivité de la régularisation, tel est le nouveau processus qui sera mis en œuvre, en même temps que le remplacement de la cotisation de consolidation. Nous préparons les textes et circulaires à l'intention des caisses d'assurances sociales. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Van der Biest, ministre.

M. Van der Biest, ministre des Pensions. — Monsieur le Président, je voudrais remercier les intervenants qui ont abordé le chapitre « pensions » du volet relatif aux classes moyennes.

Toutefois, monsieur Duquesne, connaissant l'objectivité qui vous caractérise souvent, je m'étonne d'une omission, involontaire sans doute.

Ce ne fut pas le cas de M. Content lequel a, en outre, marqué sa satisfaction à l'égard du fait que nous ayons prorogé...

M. Duquesne. — Permettez-moi de vous interrompre, monsieur le ministre. Ce n'est pas une omission, mais un oubli dû à la fatigue engendrée par nos nombreuses prestations.

Je voulais vous proposer, puisque le rendement de ces cotisations sera supérieur à celui escompté, d'accélérer le mouvement de rattrapage de la pension des indépendants par rapport au revenu garanti aux personnes âgées. Vous m'avez donné l'occasion de le faire.

M. Van der Biest, ministre des Pensions. — Nous nous sommes déjà expliqués en commission à ce sujet, monsieur Duquesne.

Je me réjouis de constater que cette mesure est acceptée à l'unanimité. Elle concrétise la deuxième phase du relèvement du minimum de la pension des indépendants par rapport au revenu garanti aux personnes âgées.

Je signale, par ailleurs, que le revenu garanti aux personnes âgées sera augmenté de 2 p.c. à partir du 1^{er} janvier prochain. Cette augmentation sera pour un quart répercutée dans la deuxième phase de la programmation.

Les montants au 1^{er} janvier 1989, cités par M. Content, sont comparés aux montants qui seront alloués au 31 décembre 1988. Les augmentations citées comparées aux montants payés le 1^{er} janvier 1988, sont, plus importantes.

Ainsi, le 1^{er} janvier 1988, le montant annuel perçu par un ménage s'élevait à 205 376 francs. Ce montant s'élèvera à 222 332 francs le 1^{er} janvier 1989; la différence sera donc de 16 956 francs. Dans le cas d'un isolé, le montant annuel était de 161 794 francs le 1^{er} janvier 1988; ce montant passera à

172 687 francs le 1^{er} janvier prochain, entraînant une différence de 10 893 francs.

Sans contester votre référence, je tenais à préciser exactement, pour la clarification des débats, la différence par rapport à l'année précédente. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion du rapport fait au nom de la commission de l'Agriculture et des Classes moyennes, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles faisant l'objet de ce rapport.

Daar niemand meer het woord vraagt in de beraadslaging over het verslag uitgebracht namens de commissie voor de Landbouw en de Middenstand, verklaar ik ze voor gesloten en gaan wij over tot de bespreking van de artikelen die het onderwerp uitmaken van dit verslag.

Je signale qu'une série d'amendements signés par moins de trois membres, ont été présentés à différents articles.

Ik deel u mee dat een reeks amendementen ondertekend door minder dan drie leden, zijn ingediend op verscheidene artikelen.

Puis-je considérer que ces amendements sont appuyés ?

Mag ik aannemen dat deze amendementen gesteund worden ? (*Talrijke leden staan op.*)

Aangezien deze amendementen reglementair gesteund worden, maken ze deel uit van de bespreking.

Ces amendements étant régulièrement appuyés, ils feront partie de la discussion.

L'article 72 est ainsi rédigé :

TITRE II. — Classes moyennes

Travailleurs indépendants

Chapitre 1^{er}. — Cotisation de consolidation

Art. 72. § 1^{er}. A l'arrêté royal n° 464 du 25 septembre 1986 consolidant les mesures relatives à la modération des revenus des travailleurs indépendants, modifié par la loi du 12 novembre 1987, sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans l'article 2, § 1^{er}, les mots « A partir de 1987 » sont remplacés par les mots « pour les années 1987 et 1988 »;

2° Dans l'article 4, § 1^{er}, 2°, b), les mots « pour chacune des années suivantes » sont remplacés par les mots « pour l'année 1988 »;

3° Dans l'article 4, § 1^{er}, les dispositions des 3°, c), et 4°, c) et d) sont abrogées.

§ 2. L'article 8, alinéa 3 de l'arrêté royal n° 464 susvisé est complété comme suit :

« Néanmoins, les intérêts de retard pour l'année de cotisation de 1988 sont dus par mois civil, à compter du 1^{er} janvier 1989 jusques et y compris le mois au cours duquel l'assujetti s'est acquitté des cotisations dont il était redevable. »

TITEL II. — Middenstand

Zelfstandigen

Hoofdstuk I. — Consolideringsbijdrage

Art. 72. § 1. In het koninklijk besluit nr. 464 van 25 september 1986 tot consolidering van de maatregelen inzake matiging van de inkomsten der zelfstandigen, gewijzigd bij de wet van 12 november 1987, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 2, § 1, worden de woorden « vanaf 1987 » vervangen door de woorden « voor de jaren 1987 en 1988 » :

2° In artikel 4, § 1, 2°, b), worden de woorden « voor elk der volgende jaren » vervangen door de woorden « voor het jaar 1988 »;

3° In artikel 4, § 1, wordt het bepaalde in 3°, c), en 4°, c) en d), opgeheven.

§ 2. Artikel 8, derde lid van voormeld koninklijk besluit nr. 464 wordt aangevuld als volgt:

« Voor het bijdragejaar 1988 evenwel zijn de nalatigheidsinteressen verschuldigd per kalendermaand, te rekenen vanaf 1 januari 1989 tot en met de maand waarin de verzekeringsplichtige de verschuldigde bijdragen heeft betaald. »

De heren Van Aperen en Van den Broeck stellen voor dit artikel te doen vervallen.

MM. Van Aperen en Van den Broeck proposent la suppression de cet article.

Het woord is aan de heer Van den Broeck.

De heer Van den Broeck. — Mijnheer de Voorzitter, niemand van onze fractie heeft het woord genomen in de bespreking van het verslag uitgebracht namens de commissie voor de Landbouw en de Middenstand, omdat wij van oordeel zijn dat onze bekommelingen het best tot uiting komen door de verdediging van onze amendementen om de artikelen 72 tot en met 78 te doen vervallen, zodat de huidige maatregelen behouden blijven.

Mijnheer de minister, ik begrijp dat u enigszins verwonderd bent over ons amendement bij artikel 72, dat handelt over de consolidering van de maatregelen inzake de matiging van de inkomsten der zelfstandigen, en bij de artikelen 73 tot 78, die handelen over het sociaal statuut van de zelfstandigen. Wij twijfelen aan het rechtvaardig effect van de voorgestelde maatregelen.

Om te beginnen is er artikel 72. Wij gaan ervan uit dat de lasten voor de sanering van de openbare financiën moeten worden verdeeld in verhouding tot de financiële draagkracht van elke burger. De maatregelen van artikel 72 zijn in dit verband niet zo rechtvaardig als de vroegere maatregelen. Toen werden de lasten inderdaad bepaald op basis van het inkomen en betaalden amper 40 pct. van de zelfstandigen de consolideringsbijdrage. Nu moet deze inspanning door alle zelfstandigen worden gedragen, ook door degenen die vroeger vrijgesteld waren van het betalen van de consolideringsbijdrage.

Welk stelsel is nu het meest rechtvaardig, mijnheer de minister, het vroegere stelsel of het stelsel dat in het ontwerp wordt voorgesteld?

Indien uw antwoord ons voldoening kan schenken, zijn wij eventueel bereid ons amendement in te trekken.

De heer Content. — Mijnheer Van den Broeck, een zelfstandige die, bijvoorbeeld, in het ene jaar 3 miljoen verdiende en in het daaropvolgende jaar 2,9 miljoen, moest in het oude stelsel geen consolideringsbijdrage betalen. Een zelfstandige echter die in het ene jaar 200 000 frank verdiende en in het daaropvolgende jaar 300 000 frank, moest wel een consolideringsbijdrage betalen. Dat is toch ook niet rechtvaardig!

De heer Van den Broeck. — Daar kan ik inkomen, mijnheer Content. U haalt evenwel maar één voorbeeld aan. Ik kan ook voorbeelden geven waarin de maatregelen van het ontwerp minder rechtvaardig zijn. Vroeger betaalde toch maar 40 pct. van de zelfstandigen een consolideringsbijdrage op basis van hun inkomen, maar nu zal elke zelfstandige moeten betalen. Is dat wel nodig?

De heer Content. — Ik denk dat u na het antwoord van de minister uw amendement zult intrekken, mijnheer Van den Broeck.

De heer Van den Broeck. — Indien blijkt dat de maatregelen van het ontwerp rechtvaardiger zijn, dan ben ik inderdaad bereid dat te doen.

M. le Président. — La parole est à M. Mainil, secrétaire d'Etat.

M. Mainil, secrétaire d'Etat aux Classes moyennes et aux Victimes de la guerre, adjoint au ministre de la Justice et des Classes moyennes. — Monsieur le Président, le système de la cotisation de consolidation est basé sur un régime de cotisations provisoires qui sont régularisées lorsque le revenu taxable est connu. M. Van den Broeck sera étonné d'apprendre que, depuis 1984, aucune cotisation définitive n'a encore été perçue. Les cotisations provisoires seront régularisées à partir de l'année prochaine, sur la base du revenu professionnel de chaque année.

Vous comprenez dès lors la complexité et l'injustice d'un tel système, lourd administrativement, et selon lequel, durant toute leur vie, les indépendants seraient taxés par rapport à leurs revenus de 1983, année de base.

C'est pourquoi le gouvernement a opté pour une technique plus simple, à savoir l'intégration de la cotisation dans le statut social des travailleurs indépendants. Ce système qui fait appel à la solidarité du monde des indépendants n'en présente pas moins des avantages en matière de calcul de la pension proportionnelle.

M. le Président. — M. Duquesne et consorts proposent l'amendement que voici:

« Remplacer cet article par la disposition suivante :

« L'arrêté royal n° 464 du 25 septembre 1986 consolidant les mesures relatives à la modération des revenus des travailleurs indépendants, confirmé par la loi du 15 décembre 1986, article 14, 2°, est abrogé. »

« Dit artikel te vervangen als volgt :

« Het koninklijk besluit nr. 464 van 25 september 1986 tot consolidering van de maatregelen inzake matiging van de inkomsten der zelfstandigen, bekrachtigd bij artikel 14, 2°, van de wet van 15 december 1986, wordt opgeheven. »

La parole est à M. Duquesne.

M. Duquesne. — Monsieur le Président, j'ai eu l'occasion de m'exprimer longuement à la tribune et je me réfère, par ailleurs, aux justifications écrites.

M. le Président. — Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 72 sont réservés.

De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 72 worden aangehouden.

L'article 73 est ainsi libellé:

Chapitre II. — Statut social

Art. 73. L'article 11, § 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, modifié par la loi du 9 juin 1970, est remplacé par la disposition suivante:

« § 2. Par revenus professionnels au sens du § 1^{er}, il y a lieu d'entendre les revenus professionnels bruts, diminués des dépenses ou charges professionnelles et, le cas échéant, des pertes professionnelles, fixés conformément à la législation relative à l'impôt sur les revenus dont l'assujetti a bénéficié en qualité de travailleur indépendant, augmentés, selon les modalités déterminées par le Roi, du montant des cotisations visées aux articles 12 et 13. »

Hoofdstuk II. — Sociaal statuut

Art. 73. Artikel 11, § 2, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, gewijzigd bij de wet van 9 juni 1970, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« § 2. Onder bedrijfsinkomsten in de zin van § 1 dient te worden verstaan de bruto-bedrijfsinkomsten, verminderd met de bedrijfsuitgaven en -lasten en eventueel met de bedrijfsverliezen, vastgesteld overeenkomstig de wetgeving betreffende de inkomstenbelasting, die de onderworpenen als zelfstandige heeft genoten, vermeerderd volgens de modaliteiten bepaald door de Koning, met het bedrag van de bijdragen bedoeld in de artikelen 12 en 13. »

De heren Van Aperen en Van den Broeck stellen voor dit artikel te doen vervallen.

MM. Van Aperen et Van den Broeck proposent la suppression de cet article.

Het woord is aan de heer Van den Broeck.

De heer Van den Broeck. — Mijnheer de Voorzitter, ik wil hier dezelfde twijfels uiten als daarnet. Rekening houdende met het sociaal statuut en de consolideringsbijdrage zal er nog een tekort zijn van 2 miljard.

Onze amendementen bij de artikelen 73 tot en met 78 strekken ertoe die artikelen te doen vervallen en zijn ingegeven door de vrees dat er door een vervroegde inning van het bedrag van 2 miljard een verschuiving zal plaatsvinden zodat er een probleem zal zijn op het einde van volgend jaar.

De vervroegde inning is slechts een tijdelijke, geen definitieve oplossing.

M. le Président. — La parole est à M. Mainil, secrétaire d'Etat.

M. Mainil, secrétaire d'Etat aux Classes moyennes et aux Victimes de la guerre, adjoint au ministre de la Justice et des Classes moyennes. — Monsieur le Président, le produit de la cotisation calculée par le système du « brutage » s'élève à 6 milliards, chiffre arrêté par le gouvernement.

Pour l'année 1989, un montant de 8 milliards est inscrit au budget. La différence de 2 milliards sera comblée par une accélération du recouvrement des cotisations. Il est, par exemple, prévu de supprimer le délai de huit jours accordé après chaque trimestre.

Je précise qu'il s'agit d'une mesure budgétaire non récurrente.

M. le Président. — M. Duquesne et consorts proposent l'amendement que voici:

« Supprimer cet article. ».

« Dit artikel te doen vervallen. »

Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 73 sont réservés.

De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 73 worden aangehouden.

L'article 74 est ainsi rédigé:

Art. 74. A l'article 11, § 5, du même arrêté royal, modifié par la loi du 3 décembre 1984, sont apportées les modifications suivantes:

1° L'alinéa 1^{er} est remplacé par les alinéas suivants:

« Lorsqu'une pension de retraite ou de survie ou un avantage en tenant lieu, pour le paiement desquels interviennent des conditions relatives à l'exercice d'une activité professionnelle,

est effectivement payable à l'assujetti en vertu du régime de pension des travailleurs indépendants ou d'un autre régime de pension, l'application des §§ 2 et 3 ne peut avoir pour effet de faire cotiser l'intéressé, à partir du trimestre au cours duquel cette pension ou cet avantage prend cours, sur un revenu supérieur à 111,79 p.c. du revenu annuel que l'intéressé peut, pour l'année en cause, cumuler avec la prestation dont il bénéficie.

Lorsque le mari ou l'épouse de l'assujetti bénéficie d'une pension de retraite dont le montant a été fixé en tenant compte de la déclaration suivant laquelle le revenu professionnel du conjoint ne dépasse pas le montant autorisé par la législation en vertu de laquelle la pension a été accordée, l'application des §§ 2 et 3 ne peut avoir pour effet de faire cotiser cet assujetti sur un revenu supérieur à 111,79 p.c. dudit montant, tel qu'il est fixé pour l'année en cause. »

2° Au dernier alinéa les mots « de l'alinéa précédent » sont remplacés par les mots « des alinéas précédents ».

Art. 74. In artikel 11, § 5, van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de wet van 3 december 1984, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Het eerste lid wordt vervangen door de volgende leden:

« Wanneer een rust- of overlevingspensioen of een gelijkaardig voordeel, voor de betaling waarvan voorwaarden gesteld zijn met betrekking tot de uitoefening van een beroepsbezigheid, effectief betaalbaar is aan de onderworpenen krachtens de pensioenregeling voor zelfstandigen of een andere pensioenregeling, mag de toepassing van de §§ 2 en 3 niet tot gevolg hebben de belanghebbenden, met ingang van het kwartaal waarin dat pensioen of dat voordeel ingaat, bijdragen te doen betalen op een inkomen hoger dan 111,79 pct. van het jaarlijks inkomen dat de belanghebbende, voor het betrokken jaar, mag cumuleren met de uitkering die hij geniet.

Wanneer de man of de vrouw van de onderworpenen een rustpensioen geniet, waarvan het bedrag vastgesteld werd rekening houdend met de verklaring volgens dewelke het bedrijfsinkomen van de echtgenoot het bedrag toegelaten door de wetgeving krachtens dewelke het pensioen werd toegekend, niet overschrijdt, mag de toepassing van de §§ 2 en 3 niet tot gevolg hebben deze onderworpenen bijdragen te doen betalen op een inkomen hoger dan 111,79 pct. van genoemd bedrag, zoals dat werd vastgesteld voor het betrokken jaar. »

2° In het laatste lid worden de woorden « van voorgaand lid » vervangen door de woorden « van de voorgaande leden ».

De heren Van Aperen en Van den Broeck stellen voor dit artikel te doen vervallen.

MM. Van Aperen et Van den Broeck proposent la suppression de cet article.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 74 sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 74 worden aangehouden.

L'article 75 est ainsi rédigé:

Art. 75. A l'article 12 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal n° 74 du 10 novembre 1967, les lois des 9 juin 1970, 23 décembre 1974 et 6 février 1976, les arrêtés royaux n° 1 du 26 mars 1981, n° 223 du 7 décembre 1983, n° 235 du 31 décembre 1983 et les lois des 15 mai 1984 et 13 juin 1985, sont apportées les modifications suivantes:

1° Le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé par les dispositions suivantes:

« Art. 12. § 1^{er}. Sans préjudice de l'exception visée au § 2, les assujettis sont redevables des cotisations annuelles suivantes:

1° Pour le régime de l'assurance contre la maladie et l'invalidité, secteur des soins de santé: 2,90 p.c. sur la partie des revenus professionnels qui n'excède pas 1 006 996 francs;

2° Pour les autres régimes:

a) Sur la partie des revenus professionnels qui n'excède pas 662 327 francs: 12,40 p.c.;

b) Sur la partie des revenus professionnels qui dépasse 662 327 francs mais n'excède pas 1 006 996 francs: 7,87 p.c.»

2° Le § 2, alinéa 2, 2°, est remplacé par la disposition suivante:

«§ 2° Dans la négative, d'une cotisation annuelle de 2,90 p.c. pour le régime de l'assurance contre la maladie et l'invalidité, secteur des soins de santé, et de 8,89 p.c. pour les autres régimes.»

Art. 75. In artikel 12 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 74 van 10 november 1967, de wetten van 9 juni 1970, 23 december 1974 en 6 februari 1976, de koninklijke besluiten nr. 1 van 26 maart 1981, nr. 223 van 7 december 1983, nr. 235 van 31 december 1983 en de wetten van 15 mei 1984 en 13 juni 1985 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Paragraaf 1, eerste lid, wordt vervangen door de volgende bepalingen:

«Art. 12. § 1. Onverminderd de uitzondering bedoeld in § 2, zijn de onderworpenen de volgende jaarlijkse bijdragen verschuldigd:

1° Voor het stelsel van de ziekte- en invaliditeitsverzekering, sector der gezondheidszorgen: 2,90 pct. op het gedeelte der bedrijfsinkomsten dat 1 006 996 frank niet te boven gaat;

2° Voor de andere stelsels:

a) Op het gedeelte der bedrijfsinkomsten dat 662 327 frank niet te boven gaat: 12,40 pct.;

b) Op het gedeelte der bedrijfsinkomsten dat 662 327 frank te boven gaat maar 1 006 996 frank niet overtreft: 7,87 pct.»

2° Paragraaf 2, tweede lid, 2°, wordt vervangen door de volgende bepaling:

«2° Zoniet, een jaarlijkse bijdrage van 2,90 pct. voor het stelsel der ziekte- en invaliditeitsverzekering, sector der gezondheidszorgen en 8,89 pct. voor de andere stelsels.»

De heren Van Aperen en Van den Broeck stellen voor dit artikel te doen vervallen.

MM. Van Aperen et Van den Broeck proposent la suppression de cet article.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 75 sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 75 worden aangehouden.

L'article 76 est ainsi rédigé:

Art. 76. A l'article 13 du même arrêté, modifié par les lois des 6 février 1976 et 24 décembre 1976, l'arrêté royal n° 1 du 26 mars 1981, la loi du 15 juin 1983, les arrêtés royaux n° 223 du 7 décembre 1983, n° 235 du 31 décembre 1983 et la loi du 15 mai 1984 sont apportées les modifications suivantes:

1° Le § 1^{er}, alinéa 2, est remplacé par les dispositions suivantes:

«Lorsque les revenus en question atteignent au moins 32 724 francs, l'assujéti est redevable des cotisations annuelles suivantes établies sur les revenus professionnels visés à l'article 11, §§ 2 et 3:

1° Pour le régime de l'assurance contre la maladie et l'invalidité, secteur des soins de santé: 2,90 p.c. de la partie des revenus professionnels qui ne dépasse pas 1 006 996 francs;

2° Pour les autres régimes:

a) Sur la partie des revenus professionnels qui n'excède pas 662 327 francs: 8,89 p.c.;

b) Sur la partie des revenus professionnels qui dépasse 662 327 francs mais n'excède pas 1 006 996 francs: 7,87 p.c.»

2° Dans le § 1^{er}, alinéas 3 et 4, les pourcentages «12 p.c.» sont remplacés par les pourcentages «12,40 p.c.».

Art. 76. In artikel 13 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wetten van 6 februari 1976 en 24 december 1976, het koninklijk besluit nr. 1 van 26 maart 1981, de wet van 15 juni 1983, de koninklijke besluiten nr. 223 van 7 december 1983, nr. 235 van 31 december 1983 en de wet van 15 mei 1984 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Paragraaf 1, tweede lid, wordt vervangen door de volgende bepalingen:

«Wanneer bedoelde inkomsten minstens 32 724 frank belopen, is de onderworpenen volgende jaarlijkse bijdragen verschuldigd vastgesteld op de bedrijfsinkomsten bedoeld in artikel 11, §§ 2 en 3:

1° Voor het stelsel van de ziekte- en invaliditeitsverzekering, sector der gezondheidszorgen: 2,90 pct. van het gedeelte der bedrijfsinkomsten dat 1 006 996 frank niet te boven gaat;

2° Voor de andere stelsels:

a) Op het gedeelte der bedrijfsinkomsten dat 662 327 frank niet te boven gaat: 8,89 pct.;

b) Op het gedeelte der bedrijfsinkomsten dat 662 327 frank te boven gaat maar 1 006 996 frank niet overschrijdt: 7,87 pct.»

2° In § 1, derde en vierde leden, worden de percentages «12 pct.» vervangen door de percentages «12,40 pct.».

De heren Van Aperen en Van den Broeck stellen voor dit artikel te doen vervallen.

MM. Van Aperen et Van den Broeck proposent la suppression de cet article.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 76 sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 76 worden aangehouden.

L'article 77 est ainsi rédigé:

Art. 77. A l'article 14 du même arrêté, modifié par les lois des 23 décembre 1974 et 6 février 1976, les arrêtés royaux n° 1 du 26 mars 1981, n° 235 du 31 décembre 1983, et l'arrêté royal du 19 décembre 1984, sont apportées les modifications suivantes:

1° Le § 2 est complété par l'alinéa suivant:

«Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, modifier la répartition visée à l'alinéa 1^{er} en fonction des besoins financiers des régimes concernés.»

2° L'article est complété par un § 3, rédigé comme suit:

«§ 3. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, après avis du groupe de travail chargé de l'étude du statut social des indépendants, adapter les pourcentages visés aux articles 11, § 5, 12 et 13 à partir de 1991, pour autant qu'ils concernent le mode de calcul des cotisations destinées à plusieurs régimes.»

Art. 77. In artikel 14 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wetten van 23 december 1974 en 6 februari 1976, de koninklijke besluiten nr. 1 van 26 maart 1981, nr. 235 van 31 december 1983 en het koninklijk besluit van 19 december 1984, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Paragraaf 2 wordt aangevuld met het volgende lid:

«De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, de in het eerste lid beoogde verdeling wijzigen in functie van de financiële behoeften van de betrokken stelsels.»

2° Het artikel wordt aangevuld met een § 3, luidend als volgt:

«§ 3. De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, na advies van de werkgroep belast met de studie van het sociaal statuut der zelfstandigen, de in de artikelen 11, § 5, 12 en 13 bedoelde percentages vanaf 1991 aanpassen voor zover zij de wijze van berekening van de bijdragen die voor meerdere stelsels bestemd zijn, betreffen.»

De heren Van Aperen en Van den Broeck stellen voor dit artikel te doen vervallen.

MM. Van Aperen et Van den Broeck proposent la suppression de cet article.

M. Duquesne et consorts proposent l'amendement que voici:

«Remplacer le § 3 de l'article 14, proposé par cet article, par la disposition suivante:

«§ 3. Le Roi adapte par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, après avis du groupe de travail chargé de l'étude du statut social des indépendants, les pourcentages visés aux articles 11, § 5, 12 et 13, chaque année dès 1989, pour autant qu'ils concernent le mode de calcul des cotisations destinées à plusieurs régimes et de manière telle que le rendement de la cotisation de consolidation n'excède jamais le montant attendu pour 1989, soit 6 milliards.»

«Paragraaf 3 van artikel 14, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt:

«§ 3. Bij een in Ministerraad overlegd besluit en na advies van de werkgroep belast met de studie van het sociaal statuut der zelfstandigen, past de Koning vanaf het jaar 1989 elk jaar de in artikelen 11, § 5, 12 en 13, bedoelde percentages aan voor zover zij de wijze van berekening van de bijdragen betreffen die voor verscheidene stelsels bestemd zijn, en waarbij ervoor gezorgd wordt dat de opbrengst van de consolideringsbijdrage nooit het voor 1989 geraamde bedrag, dat wil zeggen 6 miljard, overschrijdt.»

Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 77 sont réservés.

De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 77 worden aangehouden.

L'article 78 est ainsi rédigé:

Art. 78. L'article 20, § 1^{er}, alinéa 4, du même arrêté, modifié par les lois des 6 février 1976 et 31 mars 1987, est complété comme suit:

«c) De fournir à la demande de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants tous les éléments en leur possession et indispensables pour fixer les revenus professionnels de référence visés à l'article 11, en cas d'affiliation de l'indépendant à une autre caisse d'assurances sociales.»

Art. 78. Artikel 20, § 1, vierde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wetten van 6 februari 1976 en 31 maart 1987, wordt aangevuld als volgt:

«c) Op verzoek van het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen alle gegevens te verstrekken die in hun bezit zijn en die onmisbaar zijn voor de vaststelling van de referte-bedrijfsinkomsten bedoeld in artikel 11, in het geval

waarin de zelfstandige bij een ander sociaal verzekeringsfonds aansluit.»

De heren Van Aperen en Van den Broeck stellen voor dit artikel te doen vervallen.

MM. Van Aperen et Van den Broeck proposent la suppression de cet article.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 78 sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 78 worden aangehouden.

Chapitre III. — Adaptation de références au revenu minimum mensuel moyen

Art. 79. A l'article 3 de l'arrêté royal n° 290 du 31 mars 1984 fixant, dans le secteur des travailleurs indépendants, une cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfant, les mots «du salaire minimum prévu par la convention collective de travail n° 23 relative à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen prévu par la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988,».

Hoofdstuk III. — Aanpassing van verwijzingen naar het gemiddeld minimum maandinkomen

Art. 79. In artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 290 van 31 maart 1984 tot vaststelling, in de sector van de zelfstandigen, van een bijzondere bijdrage ten laste van de alleenstaanden en van de gezinnen zonder kinderen worden de woorden «van het minimumloon bepaald bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 23 betreffende het gewaarborgd gemiddeld minimum maandloon» vervangen door de woorden «van het gemiddeld minimum maandinkomen voorzien bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988,».

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 80. A l'article 5 de l'arrêté royal n° 291 du 31 mars 1984 portant diminution des allocations familiales pour travailleurs indépendants, les mots «du salaire minimum prévu par la convention collective de travail n° 23 relative à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen,» sont remplacés par les mots «du revenu minimum mensuel moyen prévu par la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988,».

Art. 80. In artikel 5 van het koninklijk besluit nr. 291 van 31 maart 1984 houdende vermindering van de kinderbijslag voor zelfstandigen worden de woorden «van het minimumloon beoogd in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 23 betreffende de waarborg van een gemiddeld minimum maandinkomen» vervangen door de woorden «van het gemiddeld minimum maandinkomen voorzien bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988,».

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 81. Les articles du titre II entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1989, à l'exception des articles 79 et 80 qui produisent leurs effets le 1^{er} avril 1988.

Art. 81. De artikelen van titel II treden in werking op 1 januari 1989 met uitzondering van de artikelen 79 en 80 die uitwerking hebben op 1 april 1988.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 147 est ainsi libellé :

Section 2. — Subvention de l'Etat au régime de pension des travailleurs indépendants

Art. 147. La subvention de l'Etat destinée au régime de pension des travailleurs indépendants, est, en 1988, réduite à concurrence des recettes affectées au profit de ce régime et provenant de la cotisation instaurée par l'arrêté royal n° 464 du 25 septembre 1986 consolidant les mesures relatives à la modération des revenus des travailleurs indépendants, et, en 1989, la même subvention de l'Etat sera réduite de 8 milliards de francs.

Afdeling 2. — Rijkstoelage aan de pensioenregeling van de zelfstandigen

Art. 147. De rijkstoelage bestemd voor de pensioenregeling voor zelfstandigen wordt in 1988 verminderd ten belope van de ontvangsten die ten behoeve van deze regeling worden aangewend en die afkomstig zijn van de bijdrage ingesteld bij koninklijk besluit nr. 464 van 25 september 1986 tot consolidering van de maatregelen inzake matiging van de inkomsten der zelfstandigen, en dezelfde rijkstoelage wordt in 1989 met 8 miljard frank verminderd.

M. Duquesne et consorts proposent la suppression de cet article.

De heer Duquesne c.s. stelt voor dit artikel te doen vervallen.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 147 sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 147 worden aangehouden.

Chapitre IV. — Mesures concernant les pensions

Section 1^{re}. — Pensions des travailleurs indépendants

Art. 155. Il est inséré dans l'article 131 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, modifié par la loi du 7 novembre 1987, à la place du § 3 qui devient le § 5, un § 3 nouveau rédigé comme suit :

« § 3. Les montants de 111 156 francs et 87 568 francs mentionnés aux §§ 1^{er} et 2, sont portés respectivement à 117 974 francs et 91 631 francs à partir du 1^{er} janvier 1989. »

Hoofdstuk IV. — Maatregelen betreffende de pensioenen

Afdeling 1. — Pensioenen van de zelfstandigen

Art. 155. In artikel 131 van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering van de pensioenregelingen, gewijzigd bij de wet van 7 november 1987, wordt in de plaats van § 3 die § 5 wordt, een nieuwe § 3 ingevoegd luidend als volgt :

« § 3. De bedragen 111 156 frank en 87 568 frank vermeld in de §§ 1 en 2, worden vanaf 1 januari 1989 respectievelijk op 117 974 frank en 91 631 frank gebracht. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 156. L'article 132 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 132. Selon les conditions et modalités fixées par le Roi, l'Office national des pensions procède d'office à l'adaptation des pensions de retraite et de survie qui ont effectivement pris cours avant la date à laquelle la pension minimum visée à l'article 131 ou l'augmentation de cette pension est applicable, et pour lesquelles un ordre de paiement lui a été transmis avant cette date. »

Art. 156. Artikel 132 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 132. Volgens de voorwaarden en de modaliteiten bepaald door de Koning, gaat de Rijksdienst voor pensioenen ambtshalve over tot de aanpassing van de rust- en overlevingspensioenen die daadwerkelijk zijn ingegaan vóór de datum waarop het in artikel 131 bedoelde gewaarborgd minimumpensioen of de verhoging van dat pensioen van toepassing is en waarvoor hem vóór die datum een betalingsopdracht werd overgemaakt. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 157. A l'article 42, 2°, de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, modifié par les lois des 15 mai 1984 et 7 novembre 1987, les mots « de 12 821,8 millions de francs » sont remplacés par les mots « de 13 119,3 millions de francs ».

Art. 157. In artikel 42, 2°, van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, gewijzigd bij de wetten van 15 mei 1984 en 7 november 1987, worden de woorden « van 12 821,8 miljoen frank » vervangen door de woorden « van 13 119,3 miljoen frank ».

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé ultérieurement aux votes réservés.

De aangehouden stemmings hebben later plaats.

Bespreking van het verslag uitgebracht namens de commissie voor de Financiën

Beraadslaging en stemming over artikelen

Discussion du rapport fait au nom de la commission des Finances

Examen et vote d'articles

De Voorzitter. — Wij bespreken nu het verslag uitgebracht namens de commissie voor de Financiën betreffende de artikelen 158 tot 162, 170 tot 189, 191 tot 195 en 211 tot 213.

Nous abordons l'examen du rapport fait au nom de la commission des Finances, au sujet des articles 158 à 162, 170 à 189, 191 à 195 et 211 à 213.

De beraadslaging is geopend.

La discussion est ouverte.

Het woord is aan rapporteur Deprez.

De heer Deprez, rapporteur. — Mijnheer de Voorzitter, ik verwijs naar mijn schriftelijk verslag.

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion du rapport fait au nom de la commission des Finances, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles faisant l'objet de ce rapport.

Daar niemand meer het woord vraagt in de beraadslaging over het verslag uitgebracht namens de commissie voor de Financien, verklaar ik ze voor gesloten en gaan wij over tot de bespreking van de artikelen die het onderwerp uitmaken van dit verslag.

Je signale qu'une série d'amendements signés par moins de trois membres, ont été présentés à différents articles.

Ik deel u mee dat een reeks amendementen ondertekend door minder dan drie leden, zijn ingediend op verschillende artikelen.

Puis-je considérer que ces amendements sont appuyés ?

Mag ik aannemen dat deze amendementen gesteund worden ?
(*Talrijke leden staan op.*)

Aangezien deze amendementen reglementair gesteund worden, maken ze deel uit van de bespreking.

Ces amendements étant régulièrement appuyés, ils feront partie de la discussion.

L'article 158 est ainsi rédigé :

Section 2. — Pensions du secteur public

Art. 158. L'article 15, dernier alinéa, des lois sur les délégués-ouvriers à l'inspection des mines de houille, coordonnées le 31 décembre 1958, et modifiées par la loi du 25 juillet 1967 et par la loi du 18 juin 1976, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Par dérogation aux dispositions du présent article, les délégués-ouvriers à l'inspection des mines de houille, en fonction au 31 décembre 1988 et qui, à la suite de la fermeture de leurs charbonnages, n'obtiendront pas le renouvellement de leur mandat à la date du 1^{er} janvier 1989, peuvent être admis à faire valoir leurs droits à une pension à charge de l'Etat à partir de cette dernière date, pour autant qu'ils comptent au minimum douze années d'activités au service de l'Etat. »

Afdeling 2. — Pensioenen van de overheidssector

Art. 158. Artikel 15, laatste lid, van de wetten betreffende de afgevaardigden-werklieden bij het toezicht in de steenkolenmijnen, samengeordend op 31 december 1958 en gewijzigd door de wetten van 25 juli 1967 en van 18 juni 1976, wordt vervangen door het volgende lid :

« In afwijking van het bepaalde in dit artikel kan aan de afgevaardigden-werklieden bij het toezicht in de steenkolenmijnen, die op 31 december 1988 in dienst zijn en die ingevolge de sluiting van hun steenkoolmijnen, op 1 januari 1989 geen vernieuwing van hun mandaat zullen verkrijgen, worden toegestaan hun rechten op een staatspensioen te laten gelden vanaf deze laatste datum voor zover zij ten minste gedurende twaalf jaar in dienst van de Staat zijn geweest. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 159. Les personnes en service dans l'enseignement au 31 décembre 1960 qui avaient la faculté, en vertu des dispositions en vigueur à cette date, de demander leur mise à la retraite avant l'âge de 60 ans, ainsi que les personnes visées à l'article 23 de l'arrêté royal n° 23 du 27 novembre 1978 portant exécution de l'article 71 de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires, peuvent obtenir leur pension de retraite à partir du premier jour du mois qui suit celui de leur 55^e anniversaire, à condition de compter trente années de services admissibles

pour l'ouverture du droit à la pension et de terminer leur carrière dans l'enseignement secondaire de l'Etat.

Les personnes visées à l'alinéa premier qui, en vertu d'autres dispositions, peuvent obtenir leur pension de retraite à un âge moins élevé, conservent cette faculté.

Art. 159. De personen die op 31 december 1960 in dienst waren in het onderwijs en die, krachtens de op die datum van kracht zijnde bepalingen, de mogelijkheid hadden om hun opruststelling te vragen vóór de leeftijd van 60 jaar, alsook de personen bedoeld in artikel 23 van het koninklijk besluit nr. 23 van 27 november 1978 tot uitvoering van artikel 71 van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen, kunnen hun rustpensioen bekomen vanaf de eerste dag van de maand die volgt op die van hun 55^e verjaardag, op voorwaarde dat zij 30 pensioenaanspraakverlenende dienstjaren tellen en hun loopbaan in het rijkssecundair onderwijs beëindigen.

De in het eerste lid bedoelde personen die krachtens andere bepalingen hun rustpensioen op een lagere leeftijd kunnen bekomen, behouden deze mogelijkheid.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 160. § 1^{er}. L'article 159 entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la présente loi aura été publiée au *Moniteur belge*.

§ 2. Sont validées les décisions d'octroi d'une pension de retraite qui, avant l'entrée en vigueur de l'article 159, ont été prises à l'égard des personnes qui remplissaient lors de leur admission à la retraite les conditions prévues à ce même article.

Art. 160. § 1. Article 159 treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke deze wet in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

§ 2. De beslissingen tot toekenning van een rustpensioen die, vóór de inwerkingtreding van artikel 159, genomen werden ten aanzien van personen die bij hun opruststelling de in datzelfde artikel gestelde voorwaarden vervulden, worden bekrachtigd.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 161. § 1^{er}. A la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires sont apportées les modifications suivantes :

1^o Il est inséré un article 46^{ter} rédigé comme suit :

« Art. 46^{ter}. Pour la détermination du traitement moyen qui sert de base à la liquidation des pensions visées à l'article 38, les avantages en nature ne sont pas pris en considération, à l'exclusion toutefois de ceux accordés aux concierges pour lesquels ces avantages entrent en ligne de compte selon les modalités fixées par le Roi. »

2^o A l'article 509, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « 46^{ter}, » sont insérés entre les mots « 38, » et « 48 ».

§ 2. Les dispositions de l'article 46^{ter} s'appliquent également, à partir de la date de son entrée en vigueur, aux pensions en cours à la veille de cette même date.

Art. 161. § 1. In de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o Een artikel 46^{ter} luidend als volgt, wordt ingevoegd :

« Art. 46^{ter}. Voor de vaststelling van de gemiddelde wedde die als grondslag dient voor de uitkering van de in artikel 38 bedoelde pensioenen, worden de voordelen in natura niet in aanmerking genomen, met uitzondering evenwel van deze toegekend aan de conciërges voor wie deze voordelen in aanmerking komen overeenkomstig de door de Koning bepaalde modaliteiten. »

2° In artikel 50, § 1, eerste lid, worden tussen de woorden « 38, » en « 48 » de woorden « 46ter, » ingevoegd.

§ 2. De bepalingen van artikel 46ter zijn, vanaf de datum van zijn inwerkingtreding, eveneens toepasselijk op de daags vóór deze datum lopende pensioenen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 162. A l'article 30 de la loi du 1^{er} août 1988 portant des mesures urgentes en matière d'enseignement, les mots « — de l'article 28, qui produit ses effets le 1^{er} janvier 1986; » sont insérés entre les mots « — des articles 20, 21 et 22, qui produisent leurs effets le 1^{er} septembre 1983; » et les mots « — de l'article 27, § 1^{er}, qui produit ses effets le 1^{er} septembre 1986 ».

Art. 162. In artikel 30 van de wet van 1 augustus 1988 houdende dringende maatregelen ter zake van onderwijs, worden de woorden « — artikel 28 dat uitwerking heeft op 1 januari 1986; » ingevoegd tussen de woorden « — de artikelen 20, 21 en 22 die uitwerking hebben op 1 september 1983; » en de woorden « — artikel 27, § 1, dat uitwerking heeft op 1 september 1986 ».

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — MM. Hatry et de Clippele proposent d'insérer un article 162bis (nouveau) libellé comme suit :

« Insérer un article 162bis (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 162bis. Les années d'études nécessaires pour obtenir un diplôme, telles que visées à l'article 34 de la loi du 9 juillet 1979, qui entraînent la bonification pour la pension des années d'études universitaires requises pour occuper la fonction exercée, sont étendues aux années de stages exigées pour obtenir l'agrément du ministère de la Santé publique dans une spécialité médicale. »

« Een artikel 162bis (nieuw) in te voegen, luidende :

« Art. 162bis. De jaren studie voor het behalen van een diploma, zoals bedoeld bij artikel 34 van de wet van 9 juli 1979, die voor het pensioen meetellen als voor het bekleden van de uitgeoefende functie vereiste jaren universitaire studie, worden uitgebreid met de vereiste jaren stage voor het verkrijgen van de erkenning van het ministerie van Volksgezondheid in een medische specialisatie. »

M. le Président. — Le vote sur l'amendement est réservé.

De stemming over het amendement wordt aangehouden.

TITRE VI. — Dispositions fiscales

Chapitre 1^{er}. — Impôts sur les revenus

Section 1^{re}. — Modifications au Code des impôts sur les revenus

Sous-section 1^{re}. — Impôt des personnes physiques

Art. 170. Dans l'article 67, 3°, du Code des impôts sur les revenus, modifié par l'article 7 de la loi du 3 novembre 1976 et par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 27 décembre 1976, les mots « en exécution d'une obligation résultant des articles 203, 205, 206, 207, 213, 221, 223, 301, 303, 306, 307, 307bis, 308, 311bis, 333, 337, 340b, 340c, 341c, 342a, 364, 370 du Code civil, des articles 1^{er} et 4 du livre I^{er}, titre X, chapitre IIbis du même Code » sont remplacés par les mots « en exécution d'une obligation résultant des articles 203, 203bis, 205, 205bis, 206, 207, 213, 221, 223, 301, 303, 306, 307, 307bis, 308, 311bis, 334, 336, 339bis, 364, 370, 475bis ou 475quinquies du Code civil ».

TITEL VI. — Fiscale bepalingen

Hoofdstuk I. — Inkomstenbelastingen

Afdeling 1. — Wijzigingen aan het Wetboek van de inkomstenbelastingen

Onderafdeling 1. — Personenbelasting

Art. 170. In artikel 67, 3°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, gewijzigd bij artikel 7 van de wet van 3 november 1976 en bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 27 december 1976, worden de woorden « ter uitvoering van een verplichting op grond van de artikelen 203, 205, 206, 207, 213, 221, 223, 301, 303, 306, 307, 307bis, 308, 311bis, 333, 337, 340b, 340c, 341c, 342a, 364, 370 van het Burgerlijk Wetboek, de artikelen 1 en 4 van boek I, titel X, hoofdstuk IIbis van hetzelfde Wetboek » vervangen door de woorden « ter uitvoering van een verplichting op grond van de artikelen 203, 203bis, 205, 205bis, 206, 207, 213, 221, 223, 301, 303, 306, 307, 307bis, 308, 311bis, 334, 336, 339bis, 364, 370, 475bis of 475quinquies van het Burgerlijk Wetboek ».

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 171. Dans l'article 71, § 1^{er}, 3°, du même Code, modifié par l'article 11, 1°, de la loi du 3 novembre 1976 et par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 27 décembre 1976, les mots « en exécution d'une obligation résultant des articles 203, 205, 206, 207, 213, 221, 223, 301, 303, 306, 307, 307bis, 308, 311bis, 333, 337, 340b, 340c, 341c, 342a, 364, 370 du Code civil, des articles 1^{er} et 4 du livre I, titre X, chapitre IIbis du même Code » sont remplacés par les mots « en exécution d'une obligation résultant des articles 203, 203bis, 205, 205bis, 206, 207, 213, 221, 223, 301, 303, 306, 307, 307bis, 308, 311bis, 334, 336, 339bis, 364, 370, 475bis ou 475quinquies du Code civil ».

Art. 171. In artikel 71, § 1, 3°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 11, 1°, van de wet van 3 november 1976 en bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 27 december 1976, worden de woorden « ter uitvoering van een verplichting op grond van de artikelen 203, 205, 206, 207, 213, 221, 223, 301, 303, 306, 307, 307bis, 308, 311bis, 333, 337, 340b, 340c, 341c, 342a, 364, 370 van het Burgerlijk Wetboek, de artikelen 1 en 4 van boek I, titel X, hoofdstuk IIbis van hetzelfde Wetboek » vervangen door de woorden « ter uitvoering van een verplichting op grond van de artikelen 203, 203bis, 205, 205bis, 206, 207, 213, 221, 223, 301, 303, 306, 307, 307bis, 308, 311bis, 334, 336, 339bis, 364, 370, 475bis of 475quinquies van het Burgerlijk Wetboek ».

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 172. L'article 83 du même Code, modifié par l'article 12 de la loi du 5 janvier 1976 et par l'article 5 de la loi du 22 décembre 1977, est complété comme suit :

« 4° Les rémunérations perçues par des handicapés visés au 2° en raison de leur emploi dans un atelier protégé reconnu. »

Art. 172. Artikel 83 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 12 van de wet van 5 januari 1976 en bij artikel 5 van de wet van 22 december 1977, wordt als volgt aangevuld :

« 4° De bezoldigingen verkregen door in 2° bedoelde gehandicapten ingevolge hun tewerkstelling in een erkende beschermde werkplaats. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 173. Dans l'article 92bis du même Code, l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque les revenus imposables comprennent un capital visé à l'article 67, 3°, ce capital n'intervient, pour le calcul de l'impôt, qu'à concurrence du montant de la pension annuelle à laquelle il se substitue. »

Art. 173. In artikel 92bis van hetzelfde Wetboek, wordt het eerste lid vervangen door de volgende bepaling:

« Wanneer de belastbare inkomsten een in artikel 67, 3°, bedoeld kapitaal omvatten, komt dat kapitaal voor de berekening van de belasting slechts in aanmerking ten belope van het bedrag van de jaarlijkse uitkering die erdoor wordt vervangen. »

— Adopté.

Aangenomen.

Sous-section 2. — Impôt des sociétés

Art. 174. L'article 124, § 1^{er}, 3°, du même Code, modifié par l'article 3 de la loi du 13 avril 1971 et par l'article 37, 1°, de la loi du 25 juin 1973, est complété par les mots « ni à l'aliénation intégrale ou partielle d'immobilisations incorporelles, corporelles ou financières ».

Onderafdeling 2. — Vennootschapsbelasting

Art. 174. In artikel 124, § 1, 3°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 3 van de wet van 13 april 1971 en bij artikel 37, 1°, van de wet van 25 juni 1973, worden de woorden « het maatschappelijk vermogen te voren niet gedeeltelijk te hebben verdeeld met vrijstelling van belasting » vervangen door de woorden « te voren, het maatschappelijk vermogen niet gedeeltelijk hebben verdeeld met vrijstelling van belasting en evenmin de immateriële, materiële of financiële vaste activa geheel of gedeeltelijk hebben vervreemd ».

— Adopté.

Aangenomen.

Sous-section 3. — Précompte immobilier

Art. 175. L'article 162, § 6, du même Code, inséré par l'article 17 de la loi du 10 février 1981, est rapporté.

Onderafdeling 3. — Onroerende voorheffing

Art. 175. Artikel 162, § 6, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 17 van de wet van 10 februari 1981, wordt ingetrokken.

— Adopté.

Aangenomen.

Section 2. — Dispositions particulières

Sous-section 1^{re}. — Zones d'emploi

Art. 176. L'article 4 de l'arrêté royal n° 118 du 23 décembre 1982 relatif à la création de zones d'emploi, est complété par l'alinéa suivant:

« Les entreprises visées à l'alinéa 1^{er} ne peuvent reprendre des activités professionnelles existantes. »

Afdeling 2. — Bijzondere bepalingen

Onderafdeling 1. — Tewerkstellingszones

Art. 176. Artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 118 van 23 december 1982 betreffende de oprichting van tewerkstellingszones, wordt aangevuld met het volgende lid:

« De in het eerste lid bedoelde ondernemingen mogen geen bestaande beroepswerkzaamheden overnemen. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 177. Dans l'article 5 du même arrêté, les mots « à l'exception toutefois des bureaux de vente et de service après vente établis à l'étranger » sont insérés entre les mots « sièges d'exploitation » et « dans les zones d'emploi ».

Art. 177. In artikel 5 van hetzelfde besluit, worden de woorden « met uitzondering evenwel van in het buitenland gevestigde kantoren van verkoop en dienstverlening na verkoop » ingevoegd tussen de woorden « exploitatiezetels » en « in de tewerkstellingszones ».

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 178. L'article 7, § 1^{er}, du même arrêté, est complété par l'alinéa suivant:

« Toutefois, l'exonération n'est pas applicable à la partie des bénéfices ou profits qui provient d'avantages anormaux ou bénévoles que ces entreprises ont retirés, au cours de la période imposable, directement ou indirectement, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, d'une entreprise à l'égard de laquelle elles se trouvent directement ou indirectement dans des liens d'interdépendance. »

Art. 178. Artikel 7, § 1, van hetzelfde besluit, wordt aangevuld met het volgende lid:

« De vrijstelling is echter niet van toepassing op het gedeelte van de winsten of baten dat voortkomt van abnormale of goedgegunstige voordelen welke die ondernemingen, in welke vorm of door welk middel ook, rechtstreeks of onrechtstreeks tijdens het belastbaar tijdperk hebben behaald uit een onderneming ten aanzien waarvan zij zich rechtstreeks of onrechtstreeks in enigerlei band van wederzijdse afhankelijkheid bevinden. »

— Adopté.

Aangenomen.

Sous-section 2. — Cotisation spéciale sur revenus mobiliers

Art. 179. Dans l'article 42 de la loi du 28 décembre 1983 portant des dispositions fiscales et budgétaires, modifié par l'article 38 de la loi du ... portant réforme de l'impôt sur les revenus et modification des taxes assimilées au timbre, le § 3 est complété par l'alinéa suivant:

« Pour l'application du présent paragraphe, l'acquisition de titres dans le cadre d'offres de vente après prise ferme est assimilée à la souscription, lorsque cette acquisition a lieu au plus tard dans les trois mois de la prise ferme, pour un prix égal à celui de la souscription. »

Onderafdeling 2. — Bijzondere heffing op roerende inkomsten

Art. 179. In artikel 42 van de wet van 28 december 1983 houdende fiscale en begrotingsbepalingen, gewijzigd bij artikel 38 van de wet van ..., houdende hervorming van de inkomstenbelasting en wijziging van de met het zegel gelijkgestelde taksen, wordt § 3 aangevuld met het volgende lid:

« Voor de toepassing van deze paragraaf wordt de aanschaffing van effecten in het kader van verkoopaanbiedingen na vaste overname gelijkgesteld met de inschrijving daarop indien die

aanschaffing ten laatste drie maanden na de vaste overname plaatsheeft, tegen een prijs gelijk aan die van de inschrijving.»

— Adopté.

Aangenomen.

Sous-section 3. — Sociétés novatrices

Art. 180. Dans l'article 68, 4^o, de la loi de redressement du 31 juillet 1984, les mots « en Belgique » sont insérés, d'une part, entre les mots « jusqu'à présent » et les mots « ou permettant » et, d'autre part, entre les mots « rend applicables » et les mots « des inventions ».

Onderafdeling 3. — Innovatievennootschappen

Art. 180. In artikel 68, 4^o, van de herstellwet van 31 juli 1984, worden de woorden « in België » ingevoegd, eensdeels, tussen de woorden « tot nog toe » en de woorden « zijn gebruikt », en, anderdeels, tussen de woorden « pas ontwikkelde technieken » en de woorden « in toepassing brengt ».

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 181. L'article 69, § 1^{er}, de la même loi, est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsque le capital social réellement libéré restant à rembourser est représentatif aussi bien d'apports en numéraire que d'autres apports, les bénéfices maintenus dans le patrimoine de la société, qui sont censés provenir du capital novateur, s'obtiennent en multipliant le montant desdits bénéfices par une fraction comportant :

1^o Au numérateur : le montant du capital novateur réellement libéré restant à rembourser au début de l'exercice comptable;

2^o Au dénominateur : le montant du capital social libéré restant à rembourser au début de l'exercice comptable. »

Art. 181. Artikel 69, § 1, van dezelfde wet, wordt aangevuld met het volgende lid :

« In geval het nog terugbetaalbaar werkelijk gestorte maatschappelijk kapitaal zowel inbrengen in geld als andere inbrengen vertegenwoordigt, wordt de uit het innovatiekapitaal geacht voort te komen winst die in het vermogen van de vennootschap wordt gehouden, bekomen door het bedrag van die winst te vermenigvuldigen met een breuk gevormd door :

1^o Als teller : het bedrag van het bij het begin van het boekjaar nog terugbetaalbaar werkelijk gestorte innovatiekapitaal;

2^o Als noemer : het bedrag van het bij het begin van het boekjaar nog terugbetaalbaar gestorte maatschappelijk kapitaal. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 182. L'article 72, § 1^{er}, de la même loi, est complété par l'alinéa suivant :

« Pour l'application du présent paragraphe, l'acquisition de titres novateurs dans le cadre d'offres de vente après prise ferme est assimilée à la souscription, lorsque cette acquisition a lieu au plus tard dans les trois mois de la prise ferme, pour un prix égal à celui de la souscription. »

Art. 182. Artikel 72, § 1, van dezelfde wet, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor de toepassing van deze paragraaf wordt de aanschaffing van innovatie-effecten in het kader van verkoopaanbiedingen na vaste overname gelijkgesteld met de inschrijving daarop indien die aanschaffing ten laatste drie maanden na de vaste

overname plaatsheeft, tegen een prijs gelijk aan die van de inschrijving. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 183. L'article 75, § 2, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. L'agrément est retiré dans les cas où, à la fin d'un exercice comptable quelconque, la société occupe plus de 99 travailleurs. »

Art. 183. Artikel 75, § 2, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. De erkenning wordt ingetrokken wanneer op het einde van enig boekjaar, de vennootschap meer dan 99 werknemers in dienst heeft. »

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — MM. Hatry et de Clippele proposent d'insérer un article 183bis (nouveau) libellé comme suit :

« Insérer un article 183bis (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 183bis. L'article 69, § 1^{er}, 1^o et 2^o de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Dans le chef de sociétés novatrices, sont exclus des bénéfices imposables à l'impôt des sociétés : les revenus distribués aux titres novateurs ou les bénéfices maintenus dans le patrimoine de la société au choix de celle-ci, à concurrence de la partie des bénéfices qui n'excède pas, par exercice comptable, 13 p.c. du capital novateur réellement libéré en numéraire restant à rembourser au début de l'exercice comptable. »

« Een artikel 183bis (nieuw) in te voegen, luidende :

« Art. 183bis. Artikel 69, § 1, 1^o en 2^o, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Voor innovatievennootschappen worden uit de in de vennootschapsbelasting belastbare winst gesloten : de inkomsten uitgekeerd aan de innovatie-effecten ofwel de winst die in het vermogen van de vennootschap wordt gehouden, naar keuze van deze laatste, voor het gedeelte van de winst dat per boekjaar niet hoger is dan 13 pct. van het bij het begin van het boekjaar nog terugbetaalbare werkelijk in geld gestorte innovatiekapitaal. »

La parole est à Mme Delruelle.

Mme Delruelle-Ghobert. — Monsieur le Président, nous nous référons à la justification écrite de l'amendement.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement est réservé.

De stemming over het amendement wordt aangehouden.

Sous-section 4. — Associés de sociétés à option

Art. 184. L'article 51, § 1^{er}, de la loi du 4 août 1986 portant des dispositions fiscales, est complété par un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa premier, 1^o :

a) Les dispositions des articles 11, 3^o, a, 15, alinéa 2, 1^o, 19, 3^o et 4^o, 20, 2^o, c, 25, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 140, § 2, 3^o, f, 148, alinéa 2, 2^o, b, et 299 du Code des impôts sur les revenus, tels qu'ils étaient libellés avant d'être modifiés ou abrogés par les articles 1^{er} à 5, 31, 32 et 37, restent applicables, pour l'exercice d'imposition 1987, aux revenus des associés de sociétés commerciales belges autres que des sociétés par actions, qui ont valablement

opté pour l'assujettissement de leurs bénéficiaires à l'impôt des personnes physiques pour les exercices comptables clôturés avant le 31 décembre 1986 pour un motif autre que celui visé au b) ci-après;

b) Les dispositions des articles 18 et 19 restent applicables en ce qui concerne les exercices comptables clôturés avant le 31 décembre 1986 en raison de la dissolution de la société.»

Onderafdeling 4. — Vennoten in optievennootschappen

Art. 184. Artikel 51, § 1, van de wet van 4 augustus 1986 houdende fiscale bepalingen, wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt:

« In afwijking van het eerste lid, 1°:

a) Blijven de bepalingen van de artikelen 11, 3°, a, 15, tweede lid, 1°, 19, 3° en 4°, 20, 2°, c, 25, § 1, eerste lid, 140, § 2, 3°, f, 148, tweede lid, 2°, b, en 299 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, zoals zij bestonden alvorens te zijn gewijzigd of opgeheven bij de artikelen 1 tot 5, 31, 32 en 37, voor het aanslagjaar 1987, van toepassing op de inkomsten van de vennoten in Belgische handelsvennootschappen die geen vennootschappen op aandelen zijn en die geldig hebben gekozen voor de aanslag van hun winsten in de personenbelasting voor de boekjaren die in 1986 vóór 31 december afgesloten zijn om een andere dan de in b) hierna vermelde reden;

b) Zijn de bepalingen van de artikelen 18 en 19 van toepassing met betrekking tot de boekjaren die in 1986 vóór 31 december afgesloten zijn wegens de ontbinding van de vennootschap.»

— Adopté.

Aangenomen.

Sous-section 5. — Personnel supplémentaire

Art. 185. § 1^{er}. Les bénéficiaires des exploitations industrielles, commerciales ou agricoles qui, au 31 décembre 1988 ou à la fin de l'année au cours de laquelle a commencé l'exploitation lorsque celle-ci a débuté à une date ultérieure, occupent moins de cinquante travailleurs au sens de l'article 20, 2°, a, du Code des impôts sur les revenus, et les profits, quelle que soit leur dénomination, des professions libérales, charges ou offices et de toutes occupations lucratives, non visées à l'article 20, 1° et 2°, du même Code, sont exonérés de l'impôt des personnes physiques, de l'impôt des sociétés ou de l'impôt des non-résidents à concurrence d'un montant égal à 150 000 francs par unité de personnel supplémentaire occupé en Belgique.

§ 2. L'immunité s'applique aux bénéficiaires et aux profits de la période imposable qui coïncide avec l'année 1989 ou, pour les contribuables qui tiennent leur comptabilité autrement que par année civile, avec le premier exercice comptable clos après le 31 décembre 1989.

§ 3. Le personnel supplémentaire est déterminé par la comparaison entre la moyenne des travailleurs occupés par le contribuable au cours de l'année 1989 et celle de l'année 1988.

Toutefois, il n'est pas tenu compte de l'accroissement de personnel qui résulte de la reprise de travailleurs qui étaient déjà engagés avant le 1^{er} janvier 1989 soit, par une entreprise avec laquelle le contribuable se trouve directement ou indirectement dans des liens quelconques d'interdépendance, soit par un contribuable dont il continue l'activité en tout ou en partie à la suite d'un événement non visé au § 6.

§ 4. Toutefois, si la moyenne des travailleurs occupés est réduite au cours de l'année 1990 par rapport à l'année 1989, le montant total des bénéfices ou profits antérieurement exonérés en vertu du § 1^{er} est réduit, par unité en moins, de 150 000 francs; dans ce cas, les bénéfices ou profits antérieurement exonérés sont considérés comme des bénéfices ou profits de la période imposable suivante.

L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable lorsque et dans la mesure où l'intéressé démontre que l'emploi supplémentaire a été maintenu l'année suivante par l'employeur qui a repris son personnel dans des circonstances visées au § 3, alinéa 2.

§ 5. Le présent article n'est pas applicable lorsque le contribuable a demandé, pour les mêmes unités de personnel supplémentaire, l'application de l'article 23, § 2, du même Code, ou de l'article 47 de la loi de redressement du 31 juillet 1984.

§ 6. En ce qui concerne les contribuables qui prennent part à des opérations visées aux articles 40 et 124 du Code des impôts sur les revenus, les dispositions du présent article restent applicables comme si ces opérations n'avaient pas eu lieu.

Onderafdeling 5. — Bijkomend personeel

Art. 185. § 1. Winst van nijverheids-, handels- of landbouw-bedrijven die op 31 december 1988 of op het einde van het jaar waarin het bedrijf is aangevangen, als die aanvang op een latere datum valt, minder dan vijftig werknemers, in de zin van artikel 20, 2°, a, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, tewerkstellen, en baten, onder welke naam ook, van vrije beroepen, ambten of posten, en van elke winstgevendende bezigheid die niet bedoeld is in artikel 20, 1° en 2°, van hetzelfde Wetboek, worden van de personenbelasting, van de vennootschapsbelasting of van de belasting der niet-verblijfhouders vrijgesteld tot een bedrag gelijk aan 150 000 frank per in België bijkomende tewerkgestelde personeelseenheid.

§ 2. De vrijstelling is van toepassing op de winst en op de baten van het belastbaar tijdperk dat samenvalt met het jaar 1989 of, wanneer de belastingplichtigen anders dan per kalenderjaar boekhouden, met het eerste boekjaar dat na 31 december 1989 wordt afgesloten.

§ 3. Het bijkomende personeel wordt vastgesteld door het gemiddeld personeelsbestand van de belastingplichtige tijdens het jaar 1989 te vergelijken met dat van het jaar 1988.

Er wordt evenwel geen rekening gehouden met de personeelsaan groei die het gevolg is van een overname van werknemers welke reeds vóór 1 januari 1989 waren aangeworven ofwel door een onderneming waarmede de belastingplichtige zich rechtstreeks of onrechtstreeks in enigerlei band van wederzijdse afhankelijkheid bevindt ofwel door een belastingplichtige waarvan hij de beroepswerkzaamheid geheel of gedeeltelijk voortzet ingevolge een gebeurtenis die niet bedoeld is in § 6.

§ 4. Indien het gemiddeld personeelsbestand tijdens het jaar 1990 is verminderd ten opzichte van het jaar 1989, wordt het totaal bedrag van de voordien krachtens paragraaf 1 vrijgestelde winsten of baten echter verminderd met 150 000 frank per afgevoeld personeelslid; de voordien vrijgestelde winst of baten worden in dat geval als winst of baten van het volgende belastbare tijdperk beschouwd.

Het eerste lid vindt geen toepassing indien en in de mate dat de betrokkene aantoonde dat de aanvullende tewerkstelling het erop volgende jaar behouden is gebleven bij de werkgever die zijn personeel heeft overgenomen in omstandigheden bedoeld in § 3, tweede lid.

§ 5. Dit artikel is niet van toepassing wanneer de belastingplichtige voor dezelfde bijkomende personeelseenheden de toepassing vraagt van artikel 23, § 2, van hetzelfde Wetboek, of van artikel 47 van de herstellwet van 31 juli 1984.

§ 6. Ten aanzien van belastingplichtigen betrokken bij verrichtingen als bedoeld in de artikelen 40 en 124 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, blijven de bepalingen van dit artikel van toepassing alsof die verrichtingen niet hadden plaatsgevonden.

— Adopté.

Aangenomen.

Sous-section 6. — Précompte immobilier fictif

Art. 186. L'article 189 du Code des impôts sur les revenus est complété par l'alinéa suivant:

« La présente disposition n'est pas applicable aux organismes d'intérêt public. »

Onderafdeling 6. — Fictieve onroerende voorheffing

Art. 186. Artikel 189 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen wordt aangevuld met het volgende lid:

« Deze bepaling is niet van toepassing op de instellingen van openbaar nut. »

— Adopté.

Aangenomen.

Section 3. — Dispositions transitoires

Art. 187. Par dérogation aux articles 89 et 129 du Code des impôts sur les revenus, aucune majoration n'est appliquée sur toute somme versée par les organismes d'intérêt public au plus tard dans le mois qui suit la publication de la présente loi au *Moniteur belge* et dans les conditions et selon les modalités déterminées en exécution de l'article 90 du même Code, à valoir sur l'impôt des sociétés dû pour l'exercice d'imposition 1989, jusqu'à concurrence d'un montant égal au précompte immobilier fictif dont l'octroi est supprimé par l'article 186 de la présente loi.

Afdeling 3. — Overgangsbepalingen

Art. 187. In afwijking van de artikelen 89 en 129 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, wordt geen vermeerdering toegepast op de bedragen die de instellingen van openbaar nut ten laatste binnen de maand na de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad* en onder de voorwaarden en volgens de regelen bepaald ter uitvoering van artikel 90 van hetzelfde Wetboek, op de voor het aanslagjaar 1989 verschuldigde vennootschapsbelasting hebben gestort, ten belope van een bedrag dat gelijk is aan de fictieve onroerende voorheffing waarvan de toekenning is geschrapt bij artikel 186 van deze wet.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 188. Sans préjudice des dispositions de l'article 277 du Code des impôts sur les revenus, les demandes en réduction auxquelles donne droit la disposition rapportant l'article 162, § 6, du Code des impôts sur les revenus, doivent être adressées, dans les six mois de la publication de la présente loi, au directeur des contributions de la province ou de la région dans le ressort de laquelle les impositions ont été établies. Le directeur des contributions ou le fonctionnaire délégué par lui accorde d'office le dégrèvement desdites réductions.

Art. 188. Onverminderd het bepaalde van artikel 277 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, moeten de aanvragen tot de verminderingen waarop de bepaling, waarbij artikel 162, § 6, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen ingetrokken wordt, recht geeft, binnen de zes maanden na de bekendmaking van deze wet, worden gericht aan de directeur der belastingen van de provincie of het gewest in wiens ambtsgebied de aanslagen zijn gevestigd. De directeur der belastingen of de door hem gedelegeerde ambtenaar verleent ambtshalve ontlasting van de desbetreffende verminderings.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 189 est ainsi rédigé:

Section 4. — Entrée en vigueur

Art. 189. Le présent titre est applicable:

1° En ce qui concerne les articles 174, 176 à 178 et 186, à partir de l'exercice d'imposition 1989;

2° En ce qui concerne l'article 181, aux bénéfices réalisés par les sociétés novatrices qui sont constituées, pendant une des années 1984 à 1993 inclusivement;

3° En ce qui concerne l'article 172, à partir de l'exercice d'imposition 1990.

Afdeling 4. — Inwerkingtreding

Art. 189. Deze titel is van toepassing:

1° Met betrekking tot de artikelen 174, 176 tot 178 en 186, met ingang van het aanslagjaar 1989;

2° Met betrekking tot artikel 181, op de winsten behaald door innovatievennootschappen, die zijn opgericht gedurende de jaren 1984 tot en met 1993;

3° Met betrekking tot artikel 172, met ingang van het aanslagjaar 1990.

M. Hatry propose l'amendement que voici.

« Au 1° de cet article, remplacer le millésime « 1989 » par le millésime « 1990. »

« In het 1° van dit artikel, het jaartal « 1989 » te vervangen door het jaartal « 1990. »

La parole est à Mme Delruelle.

Mme Delruelle Ghobert. — Nous nous référons à la justification écrite de l'amendement, monsieur le Président.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 189 sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 189 worden aangehouden.

Chapitre III. — Dispositions en matière d'impôts indirects

Section 1^{re}. — Douanes et accises

Art. 191. § 1^{er}. En matière de droits d'accise, en ce compris les droits d'accise spéciaux et la taxe de consommation, les taux d'imposition établis provisoirement par les arrêtés royaux cités ci-après sont rendus définitifs pour les périodes pendant lesquelles ces taux ont été d'application:

1° Les arrêtés royaux des 26 septembre 1974, 29 octobre 1974, 15 décembre 1975, 16 mai 1980 et 4 juillet 1980, qui sont relatifs à l'accise sur l'alcool éthylique;

2° Les arrêtés royaux des 27 novembre 1973, 24 janvier 1974 et 28 novembre 1974, qui sont relatifs à l'accise sur la bière;

3° Les arrêtés royaux des 28 juin 1973, 29 mars 1974, 1^{er} octobre 1974, 10 février 1976, 30 mars 1976, 5 mai 1976, 10 septembre 1976, 20 décembre 1976, 15 avril 1977, 10 octobre 1977, 21 décembre 1977, 19 juillet 1978, 29 juillet 1980, 15 juin 1981, 12 mars 1982, 21 septembre 1982, 30 décembre 1982, 21 juin 1983 et 15 février 1984, qui sont relatifs à l'accise sur les tabacs fabriqués;

4° Les arrêtés royaux des 7 mars 1974, 13 mai 1974, 30 mai 1974, 10 juillet 1974, 26 septembre 1974, 21 novembre 1974, 25 mars 1977, 21 décembre 1977, 28 septembre 1979, 27 novembre 1979, 27 juin 1980, 23 septembre 1980, 18 juin 1981, 14 décembre 1981, 18 mars 1982 et 25 mars 1983, qui sont relatifs à l'accise sur les huiles minérales;

5° Les arrêtés royaux des 25 mars 1977, 21 décembre 1977, 28 septembre 1979, 27 novembre 1979, 27 juin 1980, 23 septembre 1980, 18 juin 1981, 14 décembre 1981, 18 mars 1982 et 25 mars 1983, qui sont relatifs à l'accise sur le benzol;

6° L'arrêté royal du 24 juin 1981 modifiant le régime d'accise des gaz liquéfiés.

§ 2. Les droits d'accise sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux, liquéfiés, qui, en conséquence de l'arrêté royal du 23 septembre 1980, n'ont provisoirement pas été perçus, sont à considérer comme n'étant définitivement pas dus pour la période pendant laquelle ces droits n'ont pas été perçus.

Hoofdstuk III. — Bepalingen inzake indirecte belastingen

Afdeling 1. — Douane en accijnzen

Art. 191. § 1. Inzake accijnzen, waaronder mede begrepen zijn de bijzondere accijnzen en verbruikstaks, worden de tarieven die voorlopig zijn vastgesteld bij de hier volgende koninklijke besluiten, definitief voor de periode gedurende welke die accijnzen van kracht zijn geweest:

1° De koninklijke besluiten van 26 september 1974, 29 oktober 1974, 15 december 1975, 16 mei 1980 en 4 juli 1980 die betrekking hebben op de accijnzen van ethylalcohol;

2° De koninklijke besluiten van 27 november 1973, 24 januari 1974 en 28 november 1974 die betrekking hebben op de accijnzen van bier;

3° De koninklijke besluiten van 28 juni 1973, 29 maart 1974, 1 oktober 1974, 10 februari 1976, 30 maart 1976, 5 mei 1976, 10 september 1976, 20 december 1976, 15 april 1977, 10 oktober 1977, 21 december 1977, 19 juli 1978, 29 juli 1980, 15 juni 1981, 12 maart 1982, 21 september 1982, 30 december 1982, 21 juni 1983 en 15 februari 1984 die betrekking hebben op de accijnzen van gefabriceerde tabak;

4° De koninklijke besluiten van 7 maart 1974, 13 mei 1974, 30 mei 1974, 10 juli 1974, 26 september 1974, 21 november 1974, 25 maart 1977, 21 december 1977, 28 september 1979, 27 november 1979, 27 juni 1980, 23 september 1980, 18 juni 1981, 14 december 1981, 18 maart 1982 en 25 maart 1983 die betrekking hebben op de accijnzen van minerale olie;

5° De koninklijke besluiten van 25 maart 1977, 21 december 1977, 28 september 1979, 27 november 1979, 27 juni 1980, 23 september 1980, 18 juni 1981, 14 december 1981, 18 maart 1982 en 25 maart 1983 die betrekking hebben op de accijnzen van benzol;

6° Het koninklijk besluit van 24 juni 1981 tot wijziging van het accijnsstelsel van vloeibaar gas.

§ 2. De accijnzen van vloeibaar aardgas en van andere vloeibare koolwaterstofgassen die voorlopig niet werden geheven ingevolge het koninklijk besluit van 23 september 1980, zijn definitief als niet verschuldigd aan te merken voor de periode waarin die accijnzen niet geheven werden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 192. § 1^{er}. En matière de droits d'accise, en ce compris les droits d'accise supplémentaires et les droits d'accise spéciaux, les taux d'imposition établis provisoirement par les arrêtés

royaux cités ci-après sont rendus définitifs à compter de l'entrée en vigueur desdits arrêtés:

1° L'arrêté royal du 2 août 1978 modifiant le régime d'accise des sucres fabriqués dans le pays;

2° L'arrêté royal du 24 juin 1981 relatif au droit d'accise spécial sur l'alcool éthylique;

3° L'arrêté royal du 24 juin 1981 modifiant le régime d'accise de la bière;

4° L'arrêté royal du 24 juin 1981 modifiant le régime d'accise des boissons non alcoolisées;

5° L'arrêté royal du 8 juin 1983 modifiant le régime d'accise des huiles minérales ainsi que le régime d'accise des benzols et des produits analogues;

6° L'arrêté royal du 29 décembre 1983 modifiant le régime d'accise des boissons fermentées de fruits et des boissons fermentées moussieuses;

7° L'arrêté royal du 18 décembre 1984 modifiant le régime d'accise du tabac.

§ 2. La décharge de l'accise sur l'alcool éthylique, accordée provisoirement par l'article 6 de l'arrêté royal du 10 novembre 1980, instaurant une taxe spéciale sur les produits de luxe, est rendue définitive à compter de l'entrée en vigueur dudit arrêté.

§ 3. Les droits d'accise sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux, liquéfiés, qui, en conséquence de l'arrêté royal du 21 juin 1983, n'ont provisoirement pas été perçus, sont à considérer comme n'étant définitivement pas dus à compter de l'entrée en vigueur dudit arrêté.

Art. 192. § 1. Inzake accijnzen, waaronder mede begrepen zijn de aanvullende accijnzen en bijzondere accijnzen, worden de tarieven die voorlopig zijn vastgesteld bij de hierna volgende koninklijke besluiten, definitief vanaf de inwerkingtreding van die besluiten:

1° Het koninklijk besluit van 2 augustus 1978 tot wijziging van het accijnsstelsel voor suiker vervaardigd in den lande;

2° Het koninklijk besluit van 24 juni 1981 betreffende de bijzondere accijns van ethylalcohol;

3° Het koninklijk besluit van 24 juni 1981 tot wijziging van het accijnsstelsel van bier;

4° Het koninklijk besluit van 24 juni 1981 tot wijziging van het accijnsstelsel van alcoholvrije dranken;

5° Het koninklijk besluit van 8 juni 1983 tot wijziging van het accijnsstelsel van minerale olie, alsmede van het accijnsstelsel van benzol en van soortgelijke produkten;

6° Het koninklijk besluit van 29 december 1983 tot wijziging van het accijnsstelsel van gegiste vruchtendranken en van mousserende gegiste dranken;

7° Het koninklijk besluit van 18 december 1984 tot wijziging van het accijnsstelsel van tabak.

§ 2. De vrijstelling van accijns op ethylalcohol die voorlopig is verleend bij artikel 6 van het koninklijk besluit van 10 november 1980 tot invoering van een speciale taks op luxe-produkten, wordt definitief vanaf de inwerkingtreding van dat besluit.

§ 3. De accijnzen van vloeibaar aardgas en van andere vloeibare koolwaterstofgassen die voorlopig niet werden geheven ingevolge het koninklijk besluit van 21 juni 1983, zijn definitief als niet verschuldigd aan te merken vanaf de inwerkingtreding van dat besluit.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 193. A l'article 311 de la loi générale sur les douanes et accises, sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le nombre « 12 » est remplacé par le nombre « 9,60 » ;

2° Le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le Roi peut adapter ce taux lorsque les fluctuations du taux de l'intérêt pratiqué sur le marché financier le justifient. »

Art. 193. In artikel 311 van de algemene wet inzake douane en accijnzen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1, eerste lid, wordt het getal « 12 » vervangen door het getal « 9,60 » ;

2° Paragraaf 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. De Koning kan, wanneer zulks ingevolge de op de geldmarkt toegepaste rentevoeten verantwoord is, dit tarief aanpassen. »

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — MM. Hatry et de Clippele proposent d'insérer un article 193bis (nouveau) libellé comme suit :

« Insérer un article 193bis (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 193bis. L'article 13, § 1^{er}, alinéa deux, de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Le Roi saisira les Chambres législatives, au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit l'année de publication au Moniteur belge de l'arrêté visé à l'alinéa premier du présent article, d'un projet de loi tendant à apporter aux droits d'accise, les changements en vue desquels des mesures ont été prescrites par l'application de l'alinéa premier. Faute, pour le Roi, d'avoir saisi les Chambres législatives, dans le délai prescrit ci-dessus, l'arrêté dont question cessera de produire ses effets à la date du 31 décembre de l'année qui suit sa publication au Moniteur belge. »

« Een artikel 193bis (nieuw) in te voegen, luidende :

« Art. 193bis. Artikel 13, § 1, tweede lid, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« De Koning legt uiterlijk op 31 december van het jaar dat volgt op de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van het in het eerste lid van dit artikel bedoelde besluit, aan de Wetgevende Kamers een wetsontwerp voor om in de accijnsrechten de wijzigingen aan te brengen met het oog waarop maatregelen met toepassing van het eerst lid worden voorgeschreven. Heeft de Koning binnen de gestelde termijn bij de Wetgevende Kamers geen wetsontwerp ingediend, dan houdt het bedoelde besluit op gevolg te hebben op 31 december van het jaar dat volgt op zijn bekendmaking in het Belgisch Staatsblad. »

La parole est à Mme Delruelle.

Mme Delruelle-Ghobert. — Nous nous référons à la justification écrite de l'amendement, monsieur le Président.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement est réservé.

De stemming over het amendement wordt aangehouden.

Section 2. — Taxe sur la valeur ajoutée

Art. 194. Sont confirmés avec effet à la date de leur entrée en vigueur :

1° L'arrêté royal du 23 décembre 1983 modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux ;

2° L'arrêté royal du 29 décembre 1983 modifiant les arrêtés royaux n°s 4 et 20 relatifs à la taxe sur la valeur ajoutée et le règlement général sur les taxes assimilées au timbre, à l'exception des articles 1^{er}, 7 et 8 ;

3° L'arrêté royal du 16 septembre 1985 modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux ;

4° L'arrêté royal du 23 avril 1986 modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux ;

5° L'arrêté royal du 18 juillet 1986 modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux.

Afdeling 2. — Belasting over de toegevoegde waarde

Art. 194. Met gevolg vanaf de dag van hun inwerkingtreding, zijn bekrachtigd :

1° Het koninklijk besluit van 23 december 1983 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven ;

2° Het koninklijk besluit van 29 december 1983 tot wijziging van de koninklijke besluiten nrs. 4 en 20 met betrekking tot de belasting over de toegevoegde waarde en van de algemene verordening op de met het zegel gelijkgestelde taksen, met uitzondering van de artikelen 1, 7 en 8 ;

3° Het koninklijk besluit van 16 september 1985 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven ;

4° Het koninklijk besluit van 23 april 1986 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven ;

5° Het koninklijk besluit van 18 juli 1986 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — MM. Hatry et de Clippele proposent d'insérer un article 194bis (nouveau) libellé comme suit :

« Insérer un article 194bis (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 194bis. L'article 37, § 3, du Code de la TVA est remplacé par ce qui suit :

« Le Roi saisira les Chambres législatives, au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit l'année de publication au Moniteur belge de l'arrêté visé au § 2 du présent article, d'un projet de loi tendant à apporter aux taux de la taxe les changements en vue desquels des mesures ont été prescrites par l'application dudit § 2. Faute d'avoir été soumis aux Chambres législatives dans ce délai, l'arrêté dont question ci-dessus cessera de produire ses effets à la date du 31 décembre de l'année qui suit sa publication au Moniteur belge. »

« Een artikel 194bis (nieuw) in te voegen, luidende :

« Art. 194bis. Artikel 37, § 3, van het BTW-Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

« De Koning legt uiterlijk op 31 december van het jaar dat volgt op de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van het in § 2 van dit artikel bedoelde besluit, aan de Wetgevende Kamers

een wetsontwerp voor om in de belastingtarieven de wijzigingen aan te brengen met het oog waarop maatregelen met toepassing van bedoelde § 2 worden voorgeschreven. Wordt het bedoelde besluit niet binnen de gestelde termijn aan de Wetgevende Kamers voorgelegd, dan houdt het op gevolg te hebben op 31 december van het jaar dat volgt op zijn bekendmaking in het Belgisch Staatsblad.»

La parole est à Mme Delruelle.

Mme Delruelle-Ghobert. — Nous nous référons à la justification écrite de l'amendement, monsieur le Président.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement est réservé.
De stemming over het amendement wordt aangehouden.

Section 3. — Droits de succession

Art. 195. Dans l'article 8, alinéa 6, 3°, du Code des droits de succession, modifié par l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 12 du 18 avril 1967, les mots « de la veuve du défunt » sont remplacés par les mots « du conjoint survivant du défunt ».

Afdeling 3. — Successierechten

Art. 195. In artikel 8, zesde lid, 3°, van het Wetboek der successierechten, gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 12 van 18 april 1967, worden de woorden « de weduwe van de overledene » vervangen door de woorden « de overlevende echtgenoot van de overledene ».

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 211 est ainsi rédigé:

Chapitre IV. — Sociétés de bourse

Art. 211. A l'article 71 du titre V du livre I^{er} du Code de commerce modifié par les arrêtés royaux n° 84 du 30 janvier 1935, n° 178 du 20 juin 1935, n° 70 du 30 novembre 1939, n° 61 du 10 novembre 1967, ainsi que par la loi du 3 avril 1980, sont apportées les modifications suivantes:

1° Le texte actuel de l'article 71 devient le paragraphe 1^{er} dudit article;

2° Un paragraphe 2 est introduit, libellé comme suit:

« § 2. Peuvent également figurer au tableau visé au § 1^{er}, les sociétés dotées de la personnalité juridique répondant aux conditions visées au § 1^{er}, 6° à 8°.

Les sociétés doivent disposer de capitaux propres de dix millions de francs au moins, ce minimum étant porté à vingt-cinq millions de francs pour les sociétés anonymes. Dans les sociétés par actions, les actions doivent être nominatives.

Les montants visés à l'alinéa 2 peuvent être majorés par le Roi, selon les catégories de sociétés qu'il détermine.

Les activités régies par la présente section doivent être exercées, au nom et pour compte de la société, par ou sous la direction d'une ou de plusieurs personnes physiques, répondant aux conditions visées au paragraphe 1^{er}, 1°, 2°, 3°, alinéa 1^{er}, 4° et 6°. Ces personnes doivent être au nombre de deux au moins dans les sociétés anonymes. Le nom de ces personnes figure au tableau à la suite du nom de la société; elles peuvent porter le titre d'agent de change. L'article 94 s'applique à ces personnes au même titre qu'à la société inscrite au tableau.

La société ne peut avoir comme associés des personnes autres que celles qui répondent aux conditions visées aux 1° à 6° du

§ 1^{er}, qu'aux conditions fixées par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.»

Hoofdstuk IV. — Beursvennootschappen

Art. 211. In artikel 71 van titel V van boek I van het Wetboek van koophandel, gewijzigd door de koninklijke besluiten nr. 84 van 30 januari 1935, nr. 178 van 20 juni 1935, nr. 70 van 30 november 1939, nr. 61 van 10 november 1967, evenals door de wet van 3 april 1980, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° De huidige tekst van artikel 71 wordt paragraaf 1 van genoemd artikel;

2° Er wordt een paragraaf 2 ingevoegd, die als volgt luidt:

« § 2. In de in § 1 bedoelde lijst kunnen eveneens worden opgenomen, de vennootschappen met rechtspersoonlijkheid die voldoen aan de voorwaarden vermeld in § 1, 6° tot 8°.

De vennootschappen moeten over een eigen vermogen beschikken van ten minste tien miljoen frank, welk minimum op vijftiengint miljoen frank wordt gebracht voor de naamloze vennootschappen. In de vennootschappen op aandelen, moeten de aandelen op naam zijn.

De in het tweede lid bedoelde cijfers kunnen door de Koning worden verhoogd, volgens de door Hem vast te stellen categorieën van vennootschappen.

De werkzaamheden die onder deze afdeling vallen moeten in naam en voor rekening van de vennootschap worden uitgeoefend door of onder de leiding van één of meer natuurlijke personen die voldoen aan de voorwaarden vermeld in paragraaf 1, 1°, 2°, 3°, eerste lid, 4° en 6°. In de naamloze vennootschappen moeten er ten minste twee van deze personen zijn. De naam van deze personen staat in de lijst naast de naam van de vennootschap; zij mogen de titel van wisselagent voeren. Artikel 94 is van toepassing op deze personen op dezelfde wijze als op de in de lijst ingeschreven vennootschap.

Slechts onder de voorwaarden die zijn vastgesteld bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit mag de vennootschap als vennoten andere personen tellen dan de personen die voldoen aan de in 1° tot 6° van § 1 vermelde voorwaarden.»

MM. Hatry et de Clippele proposent l'amendement que voici:

« Au dernier alinéa du § 2, tel qu'introduit par cet article dans l'article 71 du titre V du livre I^{er} du Code de commerce, remplacer les mots « qui répondent aux conditions visées au 1° au 6° du § 1^{er} » par les mots « qui répondent aux conditions visées au 1° à 5° du § 1^{er}. »

« In het laatste lid van § 2, zoals door dit artikel ingevoegd in artikel 71 van titel V van boek I van het Wetboek van koophandel, de woorden « die voldoen aan de in 1° tot 6° van § 1 vermelde voorwaarden » te vervangen door de woorden « die voldoen aan de in 1° tot 5° van § 1 vermelde voorwaarden. »

La parole est à Mme Delruelle.

Mme Delruelle-Ghobert. — Nous nous référons à la justification écrite de l'amendement, monsieur le Président.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 211 sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 211 worden aangehouden.

Art. 212. A l'article 73 du titre V du livre I^{er} du Code de commerce, modifié par l'article 2 de la loi du 3 avril 1980, sont apportées les modifications suivantes:

1° Le paragraphe 1^{er} est abrogé;

2° Au paragraphe 2, l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Par dérogation aux articles 16, 19 et 106 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, le nom d'un ancien associé indéfiniment responsable peut, moyennant l'accord de l'intéressé, être maintenu dans la raison sociale d'une société inscrite au tableau conformément à l'article 71, paragraphe 2, constituée sous la forme d'une société en nom collectif ou d'une société en commandite simple ou par actions. »

3° Au paragraphe 2, alinéa 3, les mots « ou par actions » sont insérés après les mots « en commandite simple. »

Art. 212. In artikel 73 van titel V van boek I van het Wetboek van koophandel, gewijzigd door artikel 2 van de wet van 3 april 1980, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° Paragraaf 1 wordt opgeheven;

2° In paragraaf 2 wordt het eerste lid vervangen door volgende tekst :

« In afwijking van de artikelen 16, 19 en 106 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, mag de naam van een gewezen onbeperkt aansprakelijke vennoot, mits instemming van de betrokkene, worden behouden in de firma van de vennootschap die in de lijst is opgenomen overeenkomstig artikel 71, paragraaf 2, en is opgericht in de vorm van een vennootschap onder firma of een gewone commanditaire vennootschap dan wel een commanditaire vennootschap op aandelen. »

3° In paragraaf 2, derde lid, worden de woorden « vennootschap bij eenvoudige geldschieting » vervangen door de woorden « gewone commanditaire vennootschap dan wel een commanditaire vennootschap op aandelen ».

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 213. L'article 114 du titre V du livre I^{er} du Code de commerce est complété par un alinéa 2, libellé comme suit :

« En ce qui concerne les sociétés en nom collectif ou en commandite simple, dans le cadre desquelles des agents de

change exerçaient leur profession, antérieurement à l'entrée en vigueur de l'article 71, § 2 :

1° Le montant minimum de capitaux propres visé à l'article 71, § 2, alinéa 2, ne doit être atteint que deux ans après l'entrée en vigueur de cet article;

2° L'article 71, § 2, alinéa 5, n'est pas applicable aux personnes qui sont associées de ces sociétés, lors de l'entrée en vigueur de cet article. »

Art. 213. Artikel 114 van titel V van boek I van het Wetboek van koophandel wordt aangevuld met een tweede lid dat als volgt luidt :

« Wat de vennootschappen onder firma of de gewone commanditaire vennootschappen betreft, waarin wisselagenten vóór de inwerkingtreding van artikel 71, § 2, hun beroep uitoefenden :

1° Moet het minimum eigen vermogen bedoeld in artikel 71, § 2, tweede lid, slechts worden bereikt twee jaar na de inwerkingtreding van dit artikel;

2° Is artikel 71, § 2, vijfde lid, niet van toepassing op de personen die in deze vennootschap zijn geassocieerd bij de inwerkingtreding van dit artikel. »

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé ultérieurement aux votes réservés.

De aangehouden stemmingen hebben later plaats.

Je vous propose d'interrompre ici nos travaux.

Ik stel voor onze werkzaamheden te onderbreken. (*Instemming.*)

Le Sénat se réunira demain, vendredi 23 décembre 1988, à 10 heures.

De Senaat vergadert opnieuw morgen, vrijdag 23 december 1988, te 10 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(*La séance est levée à 21 heures.*)

(*De vergadering wordt gesloten te 21 uur.*)